

DEUXIÈME ANNÉE. — N° 48

30 AVRIL 1926

CAHIERS DU BOLCHEVISME

*Organe théorique du Parti Communiste Français
(S. F. I. C.)*

ADMINISTRATION

142, rue Montmartre

+ RÉDACTION +

120, rue Lafayette

== PARIS ==

BIMENSUEL

Prix du Numéro :

1 franc



L'Internationale Communiste

Organe du Comité exécutif
de l'Internationale communiste

Prix : 4 francs

PARAIT TOUS LES MOIS

avec la collaboration des camarades les
plus éminents de tous les partis adhérents
à l'Internationale communiste

Divisée en quatre rubriques : *Revue politique, Revue économique, Mouvement ouvrier international, Bibliographie*, elle contient des articles de fond sur toutes les questions importantes de la vie internationale

Chaque militant doit lire cette Revue qui lui apportera une documentation extrêmement riche en même temps que le point de vue de l'élite des leaders de l'I. C.

En vente à la LIBRAIRIE de l'HUMANITÉ

120, rue Lafayette, PARIS (X^e)

Téléphone : Nord 30-30

Chèque postal : 255-17

Cahiers du Bolchévisme

DEUXIÈME ANNÉE

N° 48

30 Avril 1926

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire... Ce n'est que s'il est dirigé par une théorie d'avant-garde que le Parti peut jouer son rôle de combattant d'avant-garde.
N. LENINE

SOMMAIRE

	Pages
G. Péri.....	Le problème des dettes et le plan Mellon-Béranger 982
Marcel Fourier..	Va-t-on conclure la paix avec les Riffains..... 989
Fernand Meunier.	La situation du fascisme en 1926 et son avenir 995
G. Le Gléo.....	Le Parti communiste et le mouvement sportif 1003
VIE INTERNATIONALE :	
A.-A. Purcell.....	L'Amérique, pays des esclaves et des mouchards.. 1007
VIE DU PARTI :	
P. Sémard	Le centralisme démocratique base de l'I. C. et des P. C..... 1011
	Statuts du P. C. français 1016
VIE SYNDICALE :	
J. Raveau	La bataille ouvrière du 1 ^{er} au 15 mars 1024
TRIBUNE DE DISCUSSION :	
L. Rossi.....	Considérations sur le front unique 1034
C. Achelin.....	Presse et éditions 1037
G. Citerne.....	Décision de la cellule 1246 (4 ^e rayon) sur la question de la presse du Parti 1038
	Sur la réorganisation de l'Humanité 1038
Ch. Doucet.....	Notre position vis-à-vis de la gauche socialiste ... 1043

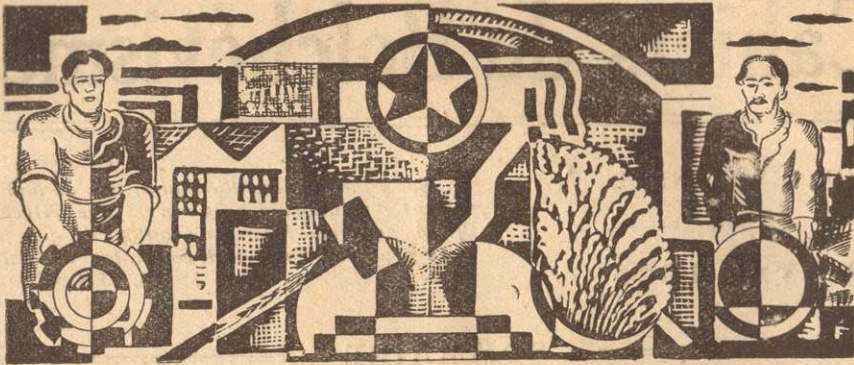
PRIX DES ABONNEMENTS

	France	Etranger	U. P.
3 mois.....	7 fr.	9 fr.	
6 mois.....	13 fr.	17 fr.	
1 an.....	25 fr.	33 fr.	

Le Numéro : 4 franc

AVIS AUX LECTEURS

Nous insistons auprès de nos camarades pour qu'ils prennent tous un abonnement ; ils nous éviteront ainsi des frais considérables. L'envoi sous pli fermé sera fait à tous les camarades qui en feront la demande (moyennant une petite augmentation de 3 fr. par trimestre pour frais de port).



LE PROBLÈME DES DETTES

— et le plan Mellon-Béranger —



Cette semaine restera, dans l'histoire de l'après-guerre, la semaine des dettes interalliées. Elle marquera une étape importante — nous dirions volontiers une étape décisive — dans le développement de l'hégémonie américaine sur le monde.

A quelques jours d'intervalle, M. de Fleuriau, ambassadeur de France à Londres, venait à Paris et préparait avec le gouvernement français la prochaine conversation Churchill-Peret; à Washington, le sénat américain ratifiait, à une assez faible majorité de 21 voix, l'accord Mellon-Volpi qui pose les modalités de règlement de la dette italienne; à Washington encore, M. Beranger, ambassadeur de France, présentait devant la commission des dettes un projet de consolidation sur lequel, au préalable, il s'était mis d'accord avec M. Mellon, secrétaire d'Etat à la trésorerie.

Voilà donc que le problème des dettes est revenu au premier plan de l'activité diplomatique internationale.

Mais quelles sont les données de ce problème, quelle est son histoire, quelle a été son évolution depuis la fin de la guerre impérialiste ?

Un peu d'histoire

Pendant la guerre la France a fait sans contre-partie d'énormes achats à l'étranger. Après la guerre elle a pratiqué une politique de règlements à l'extérieur. Cette politique a abouti à créer en France deux catégories de dettes envers les autres nations : les dettes commerciales et les dettes extérieures.

Les premières ont été contractées entre particuliers, ou encore entre un Etat et des particuliers. En Angleterre c'est la Banque d'Angleterre, aux Etats-Unis c'est un consortium de banquiers ayant à sa tête Morgan, qui ont pris l'initiative d'ouvrir des crédits à la France. L'ensemble de la dette commerciale de la France s'élève à 5 milliards 255 millions de francs-or.

Les secondes (dettes extérieures) s'élèvent à 15 milliards 275 millions de francs-or envers l'Angleterre et à 15 milliards 194 millions de francs-or envers l'Amérique.

Au total la dette commerciale et extérieure de la France atteint le chiffre colossal de 39 milliards de francs-or.

Sans entrer dans le détail il nous faut examiner dans leurs grandes lignes les tentatives qui ont été faites depuis la fin de la guerre pour fixer les modalités de règlement de ces sommes considérables.

Les négociateurs du traité de Versailles caressaient volontiers l'illusion que le « souvenir des champs de bataille » « du sang versé en commun pour la victoire du droit » inciteraient les créanciers de Londres et ceux de Washington à se montrer généreux et à proclamer l'annulation des dettes.

Degré par degré notre bourgeoisie a dû descendre l'escalier de ses illusions naïves. Il faut dire qu'en 1922 et 1923 deux événements décisifs rendaient chimériques les espoirs d'après-guerre du débiteur français.

Le 9 février 1922 le Sénat américain votait le *Repudling Bill* qui interdit tout règlement des dettes par mode d'annulation. Un an après, un arrangement intervenait entre l'Angleterre et les Etats-Unis au sujet de la dette anglaise. Celle-ci était fixée à 4 milliards 700 millions de dollars que le gouvernement britannique devait remettre sous forme de bons au gouvernement des Etats-Unis.

C'est en vain, dès lors, qu'ici et là des voix s'élèveront pour réclamer l'annulation des dettes interalliées. De la Conférence de Paris en janvier 1921 aux conversations de Londres en août 1926, en passant par l'entrevue de Cannes, l'échange de notes entre Poincaré d'une part, Bonar Law et lord Balfour de l'autre, les entrevues Herriot-Mac Donald, la conversation se poursuit entre le quai d'Orsay et la chancellerie de l'Echiquier : de bonne heure celle-ci affirme ces deux principes dont elle ne démordra pas dans l'avenir : 1° le gouvernement anglais ne consentira qu'à une remise partielle des dettes françaises; 2° l'Angleterre acceptera de limiter ses demandes de paiement « à une somme représentant la valeur de la dette consolidée de la Grande-Bretagne envers les Etats-Unis.

Autrement dit Londres ne demandera à ses débiteurs que ce qui lui est nécessaire pour payer son créancier.

Les pourparlers franco-britanniques et les pourparlers franco-américains sont donc intimement liés.

En septembre dernier, l'échec de Caillaux à Washington, remet

en question son projet d'accord avec Winston Churchill. En avril 1926, M. Peret, avant de traverser le canal, attend que d'outre-Atlantique lui parviennent, sur les sentiments de la War Debt Commission, des indications précises.

La créance américaine

Entre le vote du *Repulding Bill* dont nous avons parlé plus haut et le départ de M. Caillaux pour Washington, près de trois années s'écoulaient. Trois années pendant lesquelles le problème de la dette française envers l'Amérique n'est évoqué que d'une façon intermittente. Est-ce à dessein que les rois du dollar laissent ainsi traîner les choses en longueur ? Ont-ils renoncé à pressurer le débiteur, Sont-ils résignés à oublier une dette colossale ? Non point. On se souvient parfaitement de la dette française en Amérique, mais si l'on en parle pas ou peu c'est *qu'on tient beaucoup moins à obtenir du débiteur la consolidation de sa dette et le versement des intérêts qu'à conserver ce redoutable moyen de pression politique que confère le titre de créancier.*

Depuis la fin de la guerre, les banquiers d'outre-Atlantique attendaient le *bon moment* pour se précipiter sur leur proie. En septembre 1925, ils sont persuadés que ce moment est venu. Au point de vue politique et diplomatique, la France a dû renoncer à ses visées d'hégémonie d'après-guerre, elle a dû accepter le programme des réparations élaboré à Londres et qui consacre la faillite de ses espérances dominatrices, elle a dû mettre sa politique extérieure — après l'abandon du protocole de Genève — au diapason de la politique du parti conservateur anglais.

Au point de vue financier, la situation est bien plus grave encore : c'est au moment précis où la France bourgeoise est aux prises avec le plus angoissant problème de sa dette *intérieure* que le capitalisme yankee exige le remboursement de sa dette *extérieure*. Lorsqu'il s'embarqua pour Washington, accompagné de quatre compères du Bloc National et d'un socialiste domestiqué, M. Caillaux connaissait déjà le lamentable échec de son emprunt de libération. Il n'ignorait pas — et ses interlocuteurs américains non plus ! — la crise de confiance de cette petite bourgeoisie française, de ces masses paysannes, de ces petits épargnants tant de fois mis à contribution, tant de fois saignés.

L'échec de la négociation de septembre

Nous ne referons pas ici l'historique des négociations de septembre. Rappelons seulement la proposition que présenta le 30 septembre M. Caillaux à la War Debt Commission. Le ministre français proposait de verser à l'Amérique 40 millions de dollars pendant les cinq premières années, 60 pendant les sept suivantes et enfin 100 millions pendant les cinquante-cinq suivantes. Cette proposition représentait une consolidation de 40 à 45 p. 100 environ

du nominal total de la dette française. Une clause dite de sauvegarde stipulait une révision des annuités pour le cas où « les paiements annuels dépasseraient la capacité de la France, compte tenu de tous ses éléments essentiels ».

Dans l'esprit des négociateurs français il s'agissait d'obtenir une garantie contre les surprises toujours possibles du Plan Dawes en liant étroitement le remboursement de la dette française au paiement des réparations allemandes.

C'est cette clause qui servit de prétexte à la rupture. La bourgeoisie française qui n'a aucune espèce de confiance dans l'avenir du système Dawes voudrait y intéresser les Etats-Unis. Mais ceux-ci dont la confiance dans le Plan des Experts n'est guère plus grande, ne veulent à aucun prix servir de caution au Reich.

La revendication française devait provoquer l'échec pour une autre raison encore.

Le problème des dettes revêt aux Etats-Unis un aspect politique — on dirait plus exactement un aspect électoral — dont on a tort généralement de ne pas tenir suffisamment compte. Le parti républicain au pouvoir à Washington veut pouvoir dire à ses électeurs et à ses adversaires démocrates : « Nous toucherons *tant* ; les impôts seront réduits de *tant*. » La clause de sauvegarde introduit un conditionnel dans ces belles affirmations. Elle permet aux démocrates de reprendre l'avantage.

Il serait fou du reste de s'imaginer que la réclamation française sur la clause de sauvegarde constituait la *cause* profonde de la rupture du 30 septembre. Elle n'en fut en somme que le prétexte.

La raison de la rupture il la faut chercher dans les rapports qui existaient alors entre l'Europe et le continent américain. C'est devenu une banalité de dire que les Etats-Unis furent les grands inspirateurs de la politique du Pacte européen. Cette puissance formidable avait besoin d'assurer la sécurité des capitaux américains investis en Europe, elle avait besoin de la *trêve occidentale* que promettait aux nations la politique anglaise du Pacte (1).

Or la négociation sur les dettes précède de quelques jours l'ouverture de la Conférence de Locarno. Excellente occasion pour rappeler à la France la toute-puissance du créancier, admirable coïncidence pour lui faire comprendre que sa politique continentale est aujourd'hui désuète et qu'il lui faut modérer ses velléités belliqueuses et refréner ses caprices.

Ne doutez pas une seule minute que la menace américaine n'ait pas été étrangère à la confection des instruments de Locarno.

Mais après Locarno ?

Sans perdre une minute, les Etats-Unis préparent à leur manière la reprise des négociations sur les dettes avec M. Beranger.

(1) Lire dans « Genève-Locarno » le chapitre intitulé : *Les Etats-Unis, l'Angleterre et le Pacte*, page 99.

Leur ambassadeur à Londres, M. Houghton, lance à travers le monde un message retentissant. Il y dénonce la dispendieuse politique d'aventure de la France. Il intime à l'Angleterre l'ordre de refréner les accès de fièvre de la France impérialiste.

La diplomatie américaine fait plus encore. Elle intervient directement dans la politique française, elle exige que soient ouvertes des négociations de paix au Maroc, elle ordonne que cesse une guerre trop coûteuse à son gré. Et M. Myron T. Herick, ambassadeur américain à Paris, s'en va comme par hasard faire au Maroc... un voyage d'agrément...

La mise en scène est arrêtée jusque dans ses moindres détails, lorsque M. Beranger prend contact avec le secrétaire de la Trésorerie américaine, Mellon.

Après plusieurs semaines de discussion, les deux personnages tombent d'accord sur un projet de consolidation qu'examine présentement la War Debt Commission.

D'incorrigibles naïfs assuraient que depuis septembre dernier la situation s'était modifiée en faveur du débiteur. L'accord italo-américain, disaient-ils, indique que de l'autre côté de l'Atlantique on est disposé à se montrer magnanime.

C'était ne rien comprendre à la politique américaine.

Il est de fait que la grande République yankee, en même temps qu'elle essaie d'établir son hégémonie sur le vieux continent, tente de s'y assurer le concours d'un lieutenant actif. Peut-être a-t-elle choisi l'Italie — ce pays en mal d'expansion territoriale — pour lui faire jouer ce rôle.

Au surplus, la politique traditionnelle de la War Debt Commission a consisté toujours à traiter d'une manière inégale les pays européens, à pressurer celui-ci, à favoriser celui-là, afin d'empêcher la constitution d'un bloc de résistance des débiteurs.

Quelle est l'économie générale du Plan Mellon-Beranger ?

L'accord discuté prévoit le remboursement de la dette française en soixante-deux annuités, le capital réel étant réduit de 50 p. 100 environ. La France aurait à payer dans les premières années 25 millions de dollars. De 1931 à 1937, elle aura à verser des annuités de 30 à 90 millions qui iraient s'accroissant jusqu'à 125 millions de dollars. Au total, l'Etat français devra verser à son puissant créancier 6.470 millions de dollars, au lieu de 6.200 offerts par M. Caillaux.

Ce n'est point la seule différence entre le projet sur lequel échouèrent en septembre les six bourgeois de Paris et le plan qu'élabora en 1926 le sénateur de la Guyane.

M. Caillaux avait rompu avec ses interlocuteurs américains à propos de la clause de sauvegarde.

M. Beranger, dès le premier jour, a dû renoncer à l'insertion de cette clause.

J'entends bien que les hommes de Wall Street se montrent magnanimes à leur manière. Ils consentent, juchés sur leurs dollars, à examiner quand on le voudra la capacité de paiement de la France. De bonnes âmes nous disent que cette stipulation équivaut en définitive à la clause de sauvegarde.

Il y a entre la clause de sauvegarde et le système actuel la même différence qu'entre un droit consigné dans un texte et une faveur qu'il faut solliciter la corde au cou. Le système présent fait s'effondrer les avantages maigres et illusoire du projet de 1925. Il en aggrave les inconvénients et les servitudes.

La clause de sauvegarde, en invoquant la plus ou moins grande capacité de paiement de la France, conférerait aux potentats d'outre-Atlantique le droit de contrôler les finances et les économies de la France, d'enquêter sur sa production et sur le salaire de ses ouvriers, d'inspecter son budget, en un mot, de dicter leurs volontés.

Par contre cette clause laissait au débiteur la possibilité de réclamer la révision des accords conclus.

Le système actuel lui ôte cette possibilité. Au débiteur il laisse intacts les droits exorbitants du créancier.

Ce gigantesque projet d'esclavage élaboré, M. Mellon, très gracieusement, se tourne vers les Français, leur montre leur devise en pleine dégringolade, leur représente qu'ils sont les seuls Européens à n'avoir pas payé leur dette.

« La catastrophe ou l'esclavage, disent les rois du dollar. C'est à prendre ou à laisser. »

M. Beranger a « pris ». Il a fait croire qu'il déchargerait le présent pour charger l'avenir.

Il ne peut être question, dans le cadre de cet article, de tracer les grandes lignes de la politique de résistance prolétarienne aux entreprises d'hégémonie du capitalisme américain. Retenons seulement que ce qui est en train de se négocier de l'autre côté de l'Océan, c'est l'asservissement de la classe ouvrière française. L'accord Beranger-Mellon est un ultimatum au prolétariat français.

Dans sa dernière réunion, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a vigoureusement dénoncé le plan des princes du dollar. Au lendemain des accords de Washington il appartiendra à notre parti de dresser sa politique face à la politique de soumission aux exigences brutales du capitalisme américain. Il lui appartiendra de dresser le plan de la contre-offensive du prolétariat français contre les exploités d'outre-Atlantique et leurs contremaîtres — leurs négriers de France.

Le Parti communiste ne laissera pas à d'autres le soin de défendre la vie des ouvriers français contre la rapacité des créanciers implacables.

Déjà le clan des réactionnaires essaie très habilement de mettre à profit le mécontentement de l'immense majorité de la population et son hostilité évidente à l'endroit des créanciers rapaces. Si la manœuvre de ces spadassins se développait, si dans leur haine —

cent fois justifiée — du Shylok de Chicago, les prolétaires, les petits-bourgeois ruinés par l'après-guerre se laissaient entraîner dans le jeu fasciste, ils ne se réserveraient que déboires amers et graves déconvenues.

Dettes interalliées. De quoi s'agit-il en vérité ? Yankees et Britanniques veulent profiter du désarroi des finances françaises, moins pour humilier moralement le pays que pour le diriger effectivement dans le sens de leurs intérêts. Ils veulent le soumettre à un contrôle financier, régler ses crédits, c'est-à-dire son industrie, ses finances, ses activités de tout ordre et cela durant des générations.

Jamais le prolétariat n'acceptera de se soumettre à de telles prétentions. Mais ce qu'il faut dire c'est qu'il ne leur résistera pas en suivant les cliques réactionnaires, mais en écoutant la voix de l'Internationale Communiste.

Les dettes représentent l'héritage d'une guerre qui tire son origine de la structure d'un régime, à la défense duquel se consacrent les clans fascistes de tous les pays et que veulent abattre les exploités de partout.

Les travailleurs ne reconnaissent à aucun titre les dettes contractées pour la conduite d'une guerre dont ils ont été les victimes.

Les fascistes s'érigent ici en champions de la résistance des créanciers. Voyez donc comment ils ont résolu le problème des dettes dans cette Italie où ils imposent leur dictature. Pour consolider leur dette, ils ont littéralement vendu la nation italienne aux potentats de la finance américaine. Sous l'égide du comte Volpi, ministre des finances de Mussolini, les rois du dollar se sont installés dans la péninsule. Ils y parlent en maîtres.

Ce précédent nous suffit. Puisse-t-il convaincre les prolétaires égarés ou séduits par l'impudente démagogie de nos chemises noires.

Puisse-t-il les persuader que seule l'Internationale Communiste est susceptible de dresser de par le monde le front de résistance à l'hégémonie des banquiers de Londres et de Washington.

G. Péri.

N. de la R. — *Cet article a été écrit avant que fût connu le résultat des délibérations de la Commission des dettes.*



— A PROPOS DES NÉGOCIATIONS D'OUDJDA —



Va-t-on conclure la paix avec les Riffains ?



L'Impérialisme français semble y avoir intérêt

Il y a aujourd'hui un peu plus d'un an, les dissidents riffains infligeaient aux troupes coloniales françaises éparpillées dans un certain nombre de postes avancés, à la limite de la zone d'influence française délimitée par la convention franco-espagnole de 1911, un échec retentissant. Sur un front d'environ cent kilomètres, au nord de Fez et de Taza, les tribus riffaines, utilisant les quelques rares vallées qui, dans cette contrée sauvage et montagneuse, constituent les seules voies de communication, bousculaient les troupes mobiles envoyées à leur rencontre (tirailleurs algériens, spahis et légionnaires) et s'installant et se retranchant sur les points stratégiques donnant accès aux montagnes du Riff, coupaient de toute communication avec l'intérieur une dizaine de postes français, qui, après avoir soutenu un siège d'une ou deux semaines, se voyaient dans l'obligation de capituler.

Ce bref et rapide succès des montagnards riffains sur les troupes coloniales des « vainqueurs de 1914 » eut dans l'Islam entier une immense et profonde répercussion. Le chef habile et courageux qui, en quelques jours avait obtenu sur les « roumis » une victoire aussi éclatante, l'émir Abd-el-Krim, vit son nom répété avec ferveur par tous les musulmans de Tanger à Bombay. Les 150 millions de mahométans répartis de l'Afrique du Nord à l'Inde fêtèrent avec le succès d'Abd-el-Krim sur les Français après les Espagnols, le succès de l'Islam sur la chrétienté. Et soutenue par la foi unanime d'un peuple entier, la terre du Riff, où jamais encore les infidèles n'avaient pu prendre pied, fut le point du monde sur lequel se concentra l'attention de millions et de millions d'esclaves courbés sous le joug de l'impérialisme.



En vérité, depuis quelques années, le Riff était l'objet des visées d'un groupe de financiers internationaux, qui déjà, par l'intermédiaire de la puissante Banque de Paris et des Pays-Bas, s'était assuré le contrôle de la plupart des « grosses affaires » (mines, transports, travaux publics) du Maroc français. En effet, tandis que le territoire soumis à l'occupation française recèle un nombre relativement peu important de gisements miniers (phosphates mis à part), en revanche le Riff, d'après les rapports de maints prospecteurs, est un réservoir « inépuisable » de minerais riches. Le fer en particulier y abonde, et l'on parle aussi de mines

de calamine (minerai de zinc) dont la richesse éclipsé de loin les gisements les mieux cotés d'Algérie.

On comprend dès lors que ces montagnes arides, habitées par une population imperméable à toute « civilisation » occidentale, conservant intactes ses mœurs pastorales, rudes et franches, aient tenté les grandes Compagnies internationales toujours à l'affût de nouvelles sources de matières premières à faire passer sous leur contrôle.

Avant 1914, les Allemands, sous le couvert des Espagnols, avaient déjà essayé de s'implanter dans le Riff. Leur activité avait soulevé alors la colère des impérialismes rivaux, français et anglais, également intéressés à écarter de la terre africaine le nouveau venu qui, par ses procédés de colonisation « perfectionnés », s'avérait particulièrement dangereux. (Guillaume II, lors de sa visite à Tanger n'hésitait pas à se présenter aux indigènes en costume théâtral de « sultan blanc », la tête coiffée du fez traditionnel.)

Mais lorsqu'à la suite de la défaite allemande en 1918, les aspirations de l'impérialisme germanique à travers le monde se furent trouvées brisées pour de longues années, — si la cause de la révolution prolétarienne triomphe, ce sera pour toujours —, le Riff et ses richesses se trouvèrent de nouveau « disponibles ». L'Espagne, dont l'appétit s'était réveillé — grâce aux profits de la neutralité — crut pouvoir s'en charger. Elle entreprit la conquête de l'ancien pays où son influence — en dépit des accords internationaux — ne s'était jamais exercée. Mal lui en prit. Elle se heurta à des tribus, jamais soumises jusqu'alors par quiconque, ni à quiconque, ne reconnaissant pas l'autorité ni la souveraineté du sultan, et décidées à lutter jusqu'à la mort pour leur indépendance. Ces tribus dont jusqu'alors l'union ne s'était jamais réalisée, se groupèrent contre l'ennemi commun sous une même autorité, celle du chef le plus sage et le plus écouté, l'émir Abd-el-Krim. Ce dernier, qui connaissait à fond pour l'avoir étudié, l'adversaire espagnol contre lequel il entra en lutte, homme d'une incontestable valeur, chef militaire et aussi organisateur, ne tarda pas, au cours des premiers engagements, à affirmer sa supériorité sur les généraux espagnols qui lui furent opposés. Assurant la liaison entre les différentes tribus, fanatisant ses partisans, Abd-el-Krim, non seulement remporta contre les réguliers espagnols plusieurs victoires éclatantes, mais encore tira parti de ses victoires pour créer, pour la première fois peut-être, l'unité territoriale du Riff. En quelques mois, les Espagnols, malgré le déplacement d'une force armée considérable, appuyée par un matériel de guerre des plus modernes, les Espagnols se voyaient rejetés en quelques points du littoral de la Méditerranée et de l'Océan. C'est alors que, menacés de perdre la totalité du Riff, ils se tournèrent vers les Français et ils engagèrent des pourparlers secrets avec le résident général, le maréchal Lyautey, pour obtenir de ce dernier une diversion au sud du Riff. Or, une telle politique d'agression servait admirablement les desseins ambitieux du maréchal Lyautey et de sa clique militaire. Assoiffé d'hommages, véritable monarque, régnant à l'orientale sur une véritable cour, loin de tout contrôle administratif de la métropole et surtout agent à tout faire de la haute et puissante « Banque de Paris », le maréchal Lyautey, qui disposait de 40.000 à 50.000 hommes de troupes, crut pouvoir assurer pour un long temps son omnipotence au Maroc — compromise par la possibilité de l'envoi d'un gouverneur civil — en frappant un grand coup sur le Riff. Aidé de son chef de cabinet, Vatin-Pérignon, il prépare méthodiquement son incursion dans le Riff, poussant de mois en mois plus avant dans les montagnes riffaines,

des postes militaires dits « d'observation », qui bientôt se trouvèrent au cœur même des tribus insoumises. L'attitude provocante des colonnes mobiles qui opéraient entre ces postes, les exécutions sommaires et les razzias entreprises par les officiers remplis de la coloniale, imbus de leur supériorité d'Européens (du moment que la dite supériorité se trouvait confirmée par la présence de 4 bataillons indigènes, de mitrailleuses et de canons de 75) suscitèrent en peu de temps parmi les indigènes l'indignation la plus vive et les pensées de vengeance les plus tenaces. Et en mars-avril 1925, huit à dix mille guerriers riffains, rassemblés en harkas, passaient à l'offensive.

*
*

Les différentes phases de la guerre du Riff sont trop connues de tous nos militants pour que nous en exposions historiquement le développement.

On sait que Fez fut préservé au prix des plus durs sacrifices en hommes et en matériel, et qu'il fallut amener de France, pour rétablir la situation militaire, plus de cent mille soldats des troupes métropolitaines. Puis lorsqu'au mois de juin la situation militaire fut à peu près stabilisée, on entreprit une réforme administrative.

« Remercié », le maréchal Lyautey fut remplacé par un résident civil, M. Steeg. Ce dernier, lorsqu'il fut avisé, à la suite de l'offensive inutile et coûteuse de l'automne dernier, qu'il était impossible de s'implanter par la force dans le Riff, commença en sous-main, au cours de l'hiver 1925-26, à « parlementer » avec des émissaires d'Abd-el-Krim. Cependant, lié par des accords plus ou moins secrets avec le gouvernement espagnol, il ne pouvait négocier pour son compte seul. De son côté Abd-el-Krim avait fait à différentes reprises des offres de paix. Il demandait avant tout qu'on lui garantisse l'autonomie administrative du Riff.

D'autre part, la guerre devenait de jour en jour, aussi bien pour les gouvernements espagnol que français, plus dure et plus coûteuse, et surtout de plus en plus impopulaire. En France surtout, la campagne menée par notre parti pour une paix immédiate avec Abd-el-Krim et les Riffains, avait déterminé un vif mouvement d'opinion publique en faveur de la cessation des hostilités. Et, bien que de part et d'autre, on se préparât fébrilement à de nouveaux combats, les alliés à une offensive de printemps, les Riffains à une résistance désespérée (« si on nous oblige à lutter jusqu'au bout, et bien nous sommes prêts à mourir », déclarait Abd-el-Krim à l'envoyé du *Times*) — cependant, aussi bien du côté allié que du côté riffain, on ne désespérait pas d'arriver à des pourparlers officiels.

C'est ainsi que, le 10 avril dernier, on apprenait que les négociations allaient commencer et que d'un commun accord l'armistice était signé.

*
*

En vérité, il ne faut pas faire au gouvernement impérialiste français la part trop belle dans de telles négociations. Car d'abord il est de toute évidence qu'il n'a commencé à songer à conclure une trêve que du jour où il s'est rendu compte qu'il lui serait difficile, pour ne pas dire impossible, d'avoir raison par les armes de la résistance du peuple riffain. D'autre part, il est incontestable que le prestige de la France est singulièrement menacé en Islam par suite de l'état de guerre avec le Riff.

Jusqu'à ces temps derniers, la France était volontiers considérée par ses collègues impérialistes comme la première puissance islamique. Or les événements tout récents et plus particulièrement le voyage diplomatique de Mussolini en Tripolitaine, signifient clairement que la France impérialiste va désormais avoir en l'Italie une concurrente aux dents longues. Et l'Italie vise principalement à se faire reconnaître comme la protectrice de l'Islam. La France a-t-elle donc un intérêt politique — en ce moment où son prestige est particulièrement menacé par suite de deux guerres coloniales allumées en Syrie et au Maroc — à ce qu'une autre nation se présente en Afrique du Nord en amie et alliée des peuples islamiques, et non comme la France elle-même en ennemie? Non évidemment. Et, d'autre part, il est hors de doute que le gouvernement bourgeois français éprouve dans sa politique intérieure, plus particulièrement vis-à-vis de la classe ouvrière, des difficultés certaines provenant des ruineuses guerres coloniales qu'il entretient péniblement par des envois constants de « matériel humain » et de milliards de francs-papier.

D'autre part, l'Espagne avait un intérêt politique tout autre : Par suite de l'entrée en campagne des troupes françaises dans le Riff, l'armée espagnole avait enfin pu remporter sur les Riffains quelques légers succès militaires qui, habilement exploités, avaient contribué à renforcer l'autorité morale et le prestige du directoire et du dictateur Primo de Rivera.

Mais justement, la crainte de voir les Français conclure une paix séparée avec les Riffains pouvait seule inciter les Espagnols à ne pas vouloir rester en dehors des négociations.

C'est pourquoi, d'un commun accord, Français et Espagnols ont décidé d'accepter le principe d'une conférence où ils se rencontreraient avec les délégués riffains pour discuter des conditions possibles pour une paix éventuelle.

*
* *

Actuellement, les préliminaires de la conférence d'Oudjda ne nous sont pas encore suffisamment connus pour que nous puissions dire avec certitude aujourd'hui si la conférence aboutira ou si elle échouera.

Ce qui est certain, c'est que sur l'échiquier diplomatique, comme sur l'échiquier militaire, les Riffains ont manœuvré avec une habileté et une maîtrise qui, mise au service du bien-fondé de leur cause, leur ont permis de marquer vis-à-vis des délégués alliés espagnols et français les premiers points.

En effet, il n'est pas difficile de se rendre compte que les conditions préliminaires établies si péniblement entre les délégués français et espagnols, à la veille de l'entrevue du camp Berteaux, étaient beaucoup plus destinées à intimider les Riffains qu'à servir de bases aux conditions réelles d'une paix future. Et les Riffains, en éludant d'abord de telles conditions, en les repoussant ensuite, se sont rendu compte que les alliés avaient le désir peut-être plus secret encore qu'ils ne l'exposaient officiellement, d'arriver à un armistice.

En tous cas, c'est bien la première fois que des impérialismes sont obligés de venir discuter autour du tapis vert avec des chefs « sauvages » ou rebelles — selon le vocabulaire bourgeois!

Quelles étaient, en effet, les conditions préliminaires à tout armistice? Le général Simon les avait, à la veille de l'entrevue du camp Berteaux, résumé en ces quatre points :

1° Les alliés traitent avec les représentants des tribus riffaines et non avec les émissaires de l'insurgé Abd-el-Krim ;

2° Les alliés réclament la remise sans condition des prisonniers français et espagnols entre les mains des Riffains ;

3° Les alliés s'avanceront de 6 à 7 kilomètres au delà des lignes actuelles et occuperont des points stratégiques sans que les troupes riffaines s'opposent à ce mouvement en avant ;

4° Abd-el-Krim sera banni et ne pourra fixer sa résidence en aucun point situé sur une terre islamique.

A proprement parler, ces quatre conditions constituaient, au dire des gouvernements alliés, un ultimatum que les Riffains devraient accepter ou repousser, mais qu'en tout cas ils ne pourraient discuter.

Un tel procédé était donc bien en réalité procédé d'intimidation. Les délégués riffains, sans repousser absolument aucune de ces quatre conditions, ont demandé à les examiner.

Et, tout d'abord, le caïd Haddou, délégué riffain, en retournant par avion conférer avec Abd-el-Krim, a donné une preuve évidente que seul Abd-el-Krim avait actuellement assez d'autorité et de prestige sur l'ensemble des tribus riffaines pour pouvoir traiter avec les alliés.

En second lieu, le principe de l'échange des prisonniers et non la seule remise des prisonniers espagnols et français par les Riffains, a constitué la plate-forme de discussion des délégués riffains.

Sur le troisième point, Azerkane, également délégué et ministre des Affaires étrangères de la nation riffaine, a déclaré que les Riffains ne sauraient, sans jouer le rôle de dupes, laisser les troupes alliées, et plus particulièrement sur le front espagnol, occuper des positions stratégiques — dont ils n'avaient jamais pu s'emparer par les armes — avant la conclusion d'un accord définitif.

Enfin, il n'est pas un Riffain qui accepterait, sans que celui-ci s'y prêtât de lui-même, que l'émir Abd-el-Krim fût banni hors de tout territoire islamique.

Telles furent les réponses des Riffains.

Et en même temps qu'ils les signifiaient aux délégations alliées, ils envoyaient à la presse mondiale une déclaration « pour prendre à témoin l'opinion des nations de leurs sentiments réellement pacifiques ».

*
* *

Ainsi donc, bien qu'aucune des conditions préliminaires n'ait été, en somme, acceptée par les Riffains, les négociations ne sont toujours pas rompues. Il semble donc que plutôt que recourir de nouveau à l'action militaire, les gouvernements alliés préfèrent, pour le moment, continuer à discuter avec les Riffains. Opportunisme politique plutôt que désir réel de paix.

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet : Une telle attitude n'est nullement dictée aux gouvernements français et espagnol par un désir quelconque de conciliation et un désir pacifique.

Nous savons que l'impérialisme s'affuble volontiers, selon ses intérêts momentanés, d'un faux-nez pacifiste. Nous n'aurons pas la naïveté de croire à la bonne foi d'un gouvernement capitaliste quelconque, pas plus qu'à ses sentiments humanitaires.

Nous avons examiné tout à l'heure rapidement quelques-unes des raisons pour lesquelles, à notre sens, le gouvernement français désirait, en cette période-ci, la paix avec l'Islam, et pour commencer avec les Riffains.

L'héroïque résistance d'un petit peuple de montagnards résolu et son ardent désir de liberté tient en échec, depuis plus d'un an, la nation la plus formidablement armée du monde : la France. Et aujourd'hui même, il semble qu'à moins de tuer un à un chaque Riffain, on ne viendra jamais à bout par la force de ces fiers « rebelles ». La guerre, si elle reprenait, serait encore longue et coûteuse et l'opinion publique du pays s'affirme peu à peu contre elle.

Reste l'autre tactique : ce qu'on n'a pas pu arracher par la force, l'obtenir par la ruse ou par l'argent.

Le résultat final demeure le même. Car même s'il voyait son indépendance reconnue — pour la forme — par les Français et les Espagnols, le Riff n'en finirait pas moins par tomber, tôt ou tard, entre les mains de l'impérialisme le plus puissant, ou le plus habile qui y prendrait pied. L'exploitation de l'homme par l'homme s'y instaurerait...

Seule la révolution prolétarienne, en abolissant toute forme de propriété individuelle et en brisant l'armature sociale capitaliste, peut libérer d'un seul coup tous les opprimés du monde.

Dans cette même lutte contre l'impérialisme, la cause du prolétariat est inséparable de celle des peuples coloniaux.

MARCEL FOURRIER.



LA SITUATION DU FASCISME EN 1926

ET SON AVENIR

Les lecteurs des *Cahiers* m'excuseront si je présente ces notes sur le fascisme italien sous une forme à laquelle ils sont peu accoutumés. Il n'est pas question d'élaborer ici une théorie du fascisme, ni de faire une étude complète des classes en Italie, — cela dépasserait singulièrement le cadre de cet article, — mais de rapporter avec fidélité quelques observations faites en Italie en mars 1926. Observations personnelles, opinions d'hommes de partis différents, de journalistes étrangers vivant de la vie italienne depuis plusieurs années.

La glane, dans tous les cas, peut être intéressante et suggérer quelques réflexions utiles.

Le fascisme, expression de la confusion politique italienne.

Le sens du mouvement fasciste italien n'est pas méconnu en France. On se rend parfaitement compte que cet élan des classes moyennes, qui s'est dessiné dès mars 1919 et affirmé en 1922 par la marche sur Rome sans l'appui d'aucune doctrine, défend depuis lors, consciemment pour ses dirigeants, mais inconsciemment pour une bonne partie des troupes, les aspirations et les intérêts de la bourgeoisie italienne, en particulier des banques et de la grande industrie naissante.

Pourtant, une chose demeure inexplicable si l'on ne pénètre pas la vie italienne, et singulièrement la vie politique de ce peuple. C'est l'aisance avec laquelle se sont ralliées au fascisme d'assez larges masses populaires, ouvrières et paysannes. Quelques faits vont permettre de comprendre cette évolution.

Après la guerre, le socialisme et le syndicalisme firent en Italie d'importantes conquêtes. Les syndicats notamment, qui comptaient avant la guerre de 3 à 400.000 adhérents, passèrent rapidement à plus de 2 millions et demi de membres.

C'était le résultat d'une guerre victorieuse mais profondément impopulaire, et de revers qui ne se terminèrent heureusement pour l'Italie qu'en raison d'un choix judicieux de ses alliances. Les interminables chansons sur Cadorna, les « Scherzi » sur Caporetto, qui fleurirent en Italie de 1918 à 1921, témoignent de l'esprit « défaitiste » qui rongea l'esprit national de l'Italie après la guerre, à un degré plus haut que celui régnant chez les nations vaincues. « Vittorio Veneto » est une invention nationaliste et fasciste fabriquée à grand renfort de littérature pour contrebattre l'esprit défaitiste.

Les masses italiennes étaient alors *révolutionnaires*, — nous ne disons ni socialistes ni communistes. L'échec de l'occupation des usines et des terres les désillusionna profondément, et les couches les plus récemment gagnées aux opinions révolutionnaires perdirent instantanément confiance dans leurs chefs. Il ne leur fallut guère de temps pour aller du socialisme et du syndicalisme jusqu'au fascisme qui n'exi-

geait alors d'elles ni la stricte discipline des partis, ni le travail idéologique que nos formations exigent des masses en mal d'enfantement révolutionnaire.

Ce phénomène s'explique aisément. Un homme politique, bon observateur de l'Italie, me disait : « Ici, il n'y a eu encore, à l'inverse de ce qui s'est produit chez vous, aucune révolution. Le peuple italien, bien organisé à un moment, en raison de circonstances favorables, manque toutefois de maturité politique. Tandis qu'en France, vos masses avancées sont dominées par les souvenirs de la Commune et que les masses les plus arriérées sont encore sous l'influence des révolutions démocratiques, républicaines et libérales de 1789, 1830, 1848, le peuple italien est dominé par les souvenirs patriotiques et unitaires du *Risorgimento*.

« Tous les souvenirs, tout le tempérament, toutes les aspirations révolutionnaires *sans doctrine*, toutes les influences patriotiques, toute l'éducation des masses désorientées par l'échec de la tentative de 1919 devaient être canalisés par le mouvement fasciste de la petite bourgeoisie et des socialistes interventionnistes démagogues. »

J'ai pu voir quelques exemples de cette absence de maturité politique. J'ai rencontré, dans le train qui m'emmenait de Chieti à Rome, quelques miliciens fascistes dont la plupart avaient adhéré, avant la marche sur Rome, au parti socialiste et aux syndicats de la « *Confederazione del Lavoro* ».

Ces hommes, qui tiennent le fusil et s'en serviraient farouchement aujourd'hui contre leurs anciens camarades, tenaient le raisonnement suivant :

- 1° Le parti national fasciste a fait une véritable révolution;
- 2° Sa dictature ne s'exerce pas contre le prolétariat;
- 3° Si la révolution ne pousse pas plus rapidement son développement, c'est qu'elle veut être pacifique.

Tout ce raisonnement simpliste est émaillé de considérations sur la révolution russe, qui ne leur est pas antipathique et à laquelle ils déclarent volontiers que le fascisme a fait des emprunts (1), mais qui ne leur paraît pas une révolution « correctement faite ».

Tel est, en effet, le thème des développements que les chefs du fascisme font auprès des masses. S'ils leur faisaient des théories nettement contre-révolutionnaires, ils les perdraient. S'ils leur vantaient les mérites de la révolution prolétarienne, ils les perdraient tout autant au bénéfice du parti communiste ou du parti maximaliste.

L'art est donc de concilier la nécessité de faire faire œuvre contre-révolutionnaire aux masses « fascistisées », avec admiration et la sympathie que ces masses ont éprouvées un moment et continuent parfois d'éprouver pour la révolution russe. Ainsi est née la légende de la « révolution fasciste » et de la marche sur Rome, avec 6.000 morts quand il n'y en eut pas même vingt.

Inutile ici de parler de « partis ». Il n'y a que des « révolutions », et le même milicien fasciste, qui témoigne de sentiments honnêtes à l'égard de la révolution russe, affecte le plus profond mépris et la plus violente haine contre le parti communiste.

Inculture et confusion politique inexprimable dans les esprits : telle est bien la raison primordiale du développement du fascisme dans les masses arriérées, avant et après la marche sur Rome.

Paysans propriétaires et ouvriers agricoles

A la terre, et particulièrement dans certaines régions de l'Italie du Nord, un élément agrarien a contribué à renforcer la puissance du fascisme. C'est l'adhésion d'un grand nombre d'ouvriers agricoles qui, ayant accumulé contre les propriétaires et les agrariens des haines inexpiables, ont vu dans le pillage des fermes la satisfaction de rancunes longtemps contenues.

Mais plus que les grands agrariens, les petits propriétaires et les coopératives ont eu à souffrir de leurs violences, dirigées d'abord contre la *propriété*, mais orientées ensuite contre le *parti politique* parce que les petits propriétaires étaient en très grand nombre membres ou sympathisants du parti socialiste et adhérents des coopératives.

L'observateur attentif de ces phénomènes, qui attirait ainsi mon attention sur certains côtés du fascisme concluait ainsi : « En France, vous n'aurez guère à redouter ni l'un ni l'autre de ces deux phénomènes. Vous n'avez pas comme nous 4 millions d'ouvriers agricoles très pauvres, et le fascisme français ne peut pas exploiter comme chez nous, dans une grande mesure, l'ignorance et la confusion d'un prolétariat qui est plus expérimenté politiquement que le nôtre.

« Cela restera chez vous un mouvement de la petite bourgeoisie, un mouvement de cadres sans troupes. »

La situation du fascisme en 1926

L'observateur de l'Italie de 1926 ne manquera pas de remarquer dans ce pays un certain « ordre », et une activité industrielle assez considérable.

La « paix romaine » règne à peu près à l'intérieur.

Les masses sont désorganisées. Les erreurs et la lâcheté de l'Aventin ont mis le comble au dégoût et l'esprit de lutte a déserté le peuple pour un moment. Le procès de Chieti, utilisé audacieusement par le régime comme une arme contre l'opposition, a permis de jeter sur elle « la dernière pelletée de terre », comme Farinacci le déclarait le 15 mars, à la veille des débats, et avec lui s'est clos un chapitre de l'histoire intérieure de l'Italie.

Notre parti communiste éprouve de grosses difficultés à travailler parmi cet abandon à peu près général, et les succès indéniables qu'il marque, en particulier dans le domaine de l'organisation dans les usines, ne constituent encore que des succès tactiques peu susceptibles de modifier immédiatement la situation.

La conférence de Gênes où les délégués des syndicats appartenant au P. C., au P. S. M. et au P. S. U. se sont réunis spontanément pour jeter les bases d'une activité syndicale révolutionnaire unique, a été saluée comme un fait d'importance, malgré son isolement et l'absence de direction centralisée du mouvement.

Ce fait marque sur quel plan il est possible au prolétariat italien de travailler et combien il a besoin d'élargir ses succès pour procurer au régime autre chose qu'une gêne légère.

Dans la petite bourgeoisie, le ralliement au fascisme se poursuit, pas toujours avec conviction d'ailleurs, mais il démontre suffisamment de

prudence, et l'abandon des espoirs qu'avait entretenus l'*Aventin* pendant une année. Trois cent mille miliciens, le contrôle ferroviaire et postal (lisez surveillance et espionnage), par une milice spéciale, achèvent d'ailleurs d'inciter à la prudence quiconque désirerait parler ou écrire.

Dans les écoles et les universités, les professeurs libéraux qui demeurent en fonction ne voient la possibilité de travailler contre le régime qu'en faisant leur cours sur les encyclopédistes, et encore avec beaucoup de précautions. On bastonne fréquemment encore dans les rues les ouvriers lecteurs de l'*Unità*.

Ceux-ci vivent d'une vie recluse. Ils vont de leur logement à l'usine et de l'usine à leur logement. On ne sait au juste quel chemin ils empruntent, mais on n'en rencontre nulle part. Les cafés, les rues, les places publiques, les théâtres sont l'apanage des fascistes à insignes et à cocarde.

J'ai vu refuser l'entrée d'un théâtre à un camarade soupçonné d'être militant du P. C.

Il y a ainsi deux vies en Italie. Les fascistes ont seuls droit à l'existence officielle, publique, au grand jour. Tout ce qui n'est pas fasciste doit se mettre en sommeil.

Telle est la nature de « l'ordre » qui règne aujourd'hui en Italie.

La presse

Parlerai-je de la presse ?

On sait du reste quelle influence elle peut exercer, après les décrets-lois qui l'ont réorganisée il y a quelques mois.

Ouvrez un journal quelconque. Vous y observez, au détail près, les mêmes commentaires et jusqu'à la même mise en pages. On peut dire qu'il n'y a qu'un seul journal en Italie : c'est l'agence *Stefani*. Toutes les feuilles constituent des éditions de cette agence officielle.

Lors du procès de Chieti, les journaux reçurent l'ordre de ne publier aucun commentaire et de se conformer, pour la mise en page, aux indications reçues. En fait, les quelques journaux d'opposition (*Unità*, *Avanti*, *Voce Republican*) durent, pour ne pas être suspendus, se borner à relater les faits d'après le communiqué *Stefani*, et nous croyons qu'en dehors de l'*Unità* qui plaça son compte rendu en première page, toutes les autres feuilles le reléguèrent, suivant les ordres reçus à la 3^e ou à la 5^e page.

La presse étrangère ? L'*Humanité* est interdite. Même les représentants des puissances étrangères qui jouissent de l'immunité diplomatique, ne peuvent la recevoir. A la veille du procès de Chieti, l'arrivée du *Quotidien* et de quelques autres journaux de gauche fut suspendue. Inutile de dire avec quelle énergie on pourchasse la *Riscossa*, éditée en France par nos camarades italiens, et même le *Corriere degli Italiani* de Donati, qui cependant, au dire de Farinacci, « peut à un moment donné rendre des services au fascisme ».

Par contre, les journaux fascistes français — nous mettons à part le *Temps* — sont affichés très évidemment et jouissent des faveurs du public fasciste.

C'est à travers l'*Action Française*, le *Nouveau Siècle* et l'*Avenir* qui, à eux trois, comptent 30.000 lecteurs, que les Italiens connaissent aujourd'hui la France !

Comment s'étonner, dès lors, de la facilité avec laquelle le fascisme peut faire naître dans les esprits des illusions tragiques sur la réalisation des aspirations ambitieuses de la « nouvelle Italie » ?

Comment, dans cette obscurité dont on étouffe, les esprits qui voudraient voir clair et discuter, s'étonner que la « mentalité » des Italiens fascistes ou fascistisants soit celle d'enfants irascibles qui voudraient bien être sérieux comme des papes, mais que leur tempérament et leur ignorance politique trahissent à chaque instant. La force constitue alors un recours facile et définitif contre la critique.

Les mœurs

Nous ne voulons pas négliger le côté prétendu « moralisateur » que les fascistes attribuent à leur réforme de l'Etat et des mœurs.

M. Béraud est revenu navré de Moscou, capitale où l'on ne rit plus. Que n'est-il allé faire un tour à Rome ! Ou plutôt, — car il y est allé, — que n'a-t-il rapporté aux lecteurs du *Journal* les réflexions piquantes qu'il y faisait, au grand scandale de la presse étrangère, sur les « vieilles barbes » qu'il côtoyait et les imprécations qu'il lançait de sa voix tonnante contre l'absence de distractions de la ville éternelle !

Car on ne rit plus à Rome. Tout le monde s'épie, l'œil soupçonneux, et passe vite. La plaisanterie y est fort peu goûtée. Devant le petit étang de la villa Borghèse, où paalaugent des canards, j'ai proféré en riant : « Mare nostrum ! » Mon compagnon m'a saisi le bras et m'a crié : « Taisez-vous ! malheureux, vous nous ferez une histoire. »

Un peu plus loin, mon compagnon a menacé de me quitter lorsque j'ai voulu critiquer le mouvement d'une statue. Car tout ce que fait l'Italie fasciste est beau, admirable, parfait ; et la plus légère moue de la bouche esquissée devant les irascibles enfants de la Louve peut vous attirer une bastonnade.

Ces gens, qui étaient les meilleurs fils du monde lorsqu'ils se contentaient de déguster du vin de Frascati en fumant leur mauvais tabac, se sont transformés, depuis qu'on leur a dit que la Tunisie et la Corse existaient sur la carte du monde, en censeurs inexorables des mœurs et en moralistes austères.

Mais comme on leur a dit que la volonté fasciste suffisait, ils n'ont pas pris la peine de poursuivre les maux qu'ils voulaient pourfendre jusque dans leurs racines, c'est-à-dire dans leurs bases économiques ou sociales. Les décrets-lois ne suffirent-ils pas à tout ?

Le fascisme a donc poursuivi la prostitution, réglementé l'ordonnement de la vie de chacun, veillé sur le décolletage des femmes et la décence des attitudes, déterminé les heures auxquelles on peut sortir et celles auxquelles on doit rester chez soi.

Il en résulte une recrudescence d'hypocrisie dont le besoin ne se faisait pas sentir précisément à Rome.

Si le cadre de cette étude n'était limité, je pourrais raconter des anecdotes amusantes — ou odieuses, si l'on veut — pour illustrer cette hypocrisie fascistissime.

On a dit que le fascisme était un retour au moyen âge. A ce point de vue aussi : c'est la morale chrétienne stupide, étriquée, odieuse, fondée sur l'ignorance et soutenue par l'inquisition.

La prospérité économique

J'ai parlé d'une prospérité économique apparente. Je m'explique. Le chômage a diminué. La lire baisse légèrement, mais beaucoup moins vite que le franc. Les fascistes sont très fiers de leur monnaie stabilisée et de leur activité industrielle. Mais en échange de quels abandons ? Et pour combien de temps ?

Il a fallu, pour obtenir ce résultat, l'aliénation au capital américain des chutes d'eau, des industries hydro-électriques, électro-métallurgiques, électro-chimiques.

Il est cependant indéniable que l'Italie s'est orientée assez habilement dans le domaine de l'activité industrielle. Manquant de houille et de fer, elle a porté le principal de son effort sur les industries électriques qu'elle peut, grâce à ses chutes d'eau, développer d'une façon prodigieuse.

D'autre part, la nécessité de concurrencer les autres nations sur le marché des produits finis l'a obligée à chercher comme compensation à sa situation défavorable, en ce qui concerne les matières premières, dans un abaissement considérable des prix de main-d'œuvre.

Une des tâches principales du fascisme a été de réaliser l'abaissement des salaires (les ouvriers gagnent de 9 à 18 liras). Et si l'on veut comprendre ce mouvement comme l'expression politique d'une nécessité économique vitale, on conçoit déjà quelle contradiction interne formidable ronge le fascisme :

Le fascisme ne peut durer que dans la mesure où il maintient les salaires inférieurs à ceux des prolétariats étrangers.

Mais en même temps, il doit compter avec les masses qu'il a dupées.

D'où la naissance de deux courants : l'un, qui se confond avec la tendance intransigeante du fascisme et qui a pour le soutenir les éléments les plus populaires; l'autre, disposé à s'orienter vers la normalisation et l'entente avec les nationalistes.

Je n'insiste pas sur les relations italo-américaines dont l'*Humanité* entretient régulièrement les lecteurs des *Cahiers*. Retenons seulement que la politique de l'Amérique semble poursuivre à la fois la dawisation de l'Italie en même temps que celle de quelques pays de l'Europe centrale — la Pologne notamment — par l'intermédiaire de l'Italie.

Une des questions à l'étude en ce moment en Italie est celle du statut permettant à un consortium italo-américain d'exploiter les monopoles de la Pologne qui est débitrice des deux Etats.

Fascisme et Nationalisme

Mussolini a déclaré que l'année 1926 serait l'année « fascistissime ». Je suis persuadé, pour ma part, avec quelques bons observateurs de l'Italie, que l'année 1926 est celle de l'ouverture de la succession du fascisme.

En effet, les contradictions internes du fascisme, auxquelles j'ai fait allusion plus haut, sont exploitées fort habilement par les théoriciens nationalistes, qui ne se sont jamais ralliés au fascisme sans arrière-pensée.

Ils ont pour les appuyer la grande bourgeoisie, qui sent que le cap des difficultés intérieures est franchi aujourd'hui; ils ont le Vatican que

la politique de M. Mussolini n'a jamais pu rallier complètement, et que celle de certains de ses lieutenants a parfois heurté avec violence; ils ont pour eux le roi et son entourage. Enfin, ils ont un corps de doctrines qui a toujours manqué au fascisme, et des hommes très remarquables, tels que Federzoni, Coppola, Forges-Davanzati, etc., qui ont imprégné le fascisme d'esprit nationaliste.

« En l'an IV de l'ère nouvelle », comme les fascistes signent prétentieusement leurs proclamations, l'œuvre intérieure du fascisme apparaît comme à peu près terminée.

Le procès de Chieti a marqué la fin des difficultés intérieures. Ce n'est pas par hasard qu'on assiste au départ de Farinacci qui représentait les éléments intransigeants et prolétariens du parti fasciste. Son remplacement par le modéré Turati est considéré à juste titre comme une victoire de Federzoni.

Celui-ci, appuyé sur le Vatican, la Cour, une large fraction de la grande bourgeoisie, et surtout sur les doctrinaires du nationalisme, a déjà marqué de sérieux avantages. Il a assez d'influence pour interdire à un des doctrinaires du fascisme, Suckert, la continuation, dans la *Conquista dello Stato*, de sa campagne en faveur d'une conciliation des idées fascistes et des idées républicaines.

Des journaux fidèles au nationalisme relèvent audacieusement que la politique coloniale actuelle de Mussolini a eu pour initiateur M. Federzoni, « dont les prévisions se trouvent ainsi réalisées ».

A ces indices, on peut s'apercevoir qu'il n'est déjà plus suffisant de dire que Mussolini s'appuie largement sur les nationalistes, mais la vérité est que ceux-ci ont déjà su se rendre indispensables et qu'ils orientent maintenant le fascisme et l'Etat vers le retour à des conditions plus normales, qui leur permettront de reconquérir le pouvoir et de liquider le fascisme sans éclat.

Lors de mon passage à Rome, une éminente personnalité italienne me faisait remarquer que, outre les contradictions qui rongent le fascisme, il y a dans son procès de développement un danger national que les chefs du fascisme ne voient pas, mais qui inquiète fort les nationalistes.

Dans quelques années, l'Italie se sera forgé une armée et une marine qui la mettront au rang des plus grandes nations de l'Europe. Elle sera prête à réaliser ses ambitions, dans ce qu'elles ont de plus grandiose, — ou du moins prête à l'essayer.

A ce moment, le syndicalisme fasciste, s'il s'est développé normalement, aura rallié, en vertu des lois récentes sur les syndicats, un grand nombre d'adhérents. L'étiquette sera toujours fasciste, mais le contenu en sera prolétarien. Ainsi pourra se constituer à l'intérieur du pays, sous la protection des lois et avec l'aide officielle du fascisme, une force révolutionnaire à l'état statique.

Qui dit qu'elle ne brisera pas, à un moment donné, les cadres où on prétend l'enfermer ? Qui dit que ce moment ne sera pas précisément celui où l'Italie s'apprêtera à réaliser ses ambitions par la conquête et par la guerre ?

Le problème, ainsi posé par mon interlocuteur, est un de ceux qui préoccupent le plus les théoriciens nationalistes.

On peut prévoir aisément qu'ils s'efforceront, en pénétrant le parti

fasciste et en l'imprégnant de leurs doctrines, de le vider d'une partie de sa substance.

Pour le dépouiller de son nom, une révolution serait nécessaire. Ce n'est point là ce qui intéresse Federzoni. Une occasion s'est présentée il y a un an, au lendemain du meurtre de Matteotti. Les nationalistes ne s'en sont point saisis de crainte que la couronne ne suive le sort de Mussolini.

Il leur paraît plus sage et plus fructueux de dépouiller le fascisme sans éclat d'une partie de son contenu — tendances sociales et syndicalisme — qu'ils estiment dangereuse.

La normalisation du P. N. F. et l'accroissement de son influence au sein du parti, le retour aux institutions parlementaires, l'orientation de la politique extérieure vers des buts qui apparaîtront comme ayant toujours été désignés par les nationalistes, voilà avec quoi ils espèrent vaincre le dictateur.

La succession

En « l'an IV de l'ère nouvelle », en l'année fascistissime », la succession du fascisme est déjà ouverte, et l'héritier présomptif : le nationalisme, s'apprête à donner le coup de grâce à celui qui tarderait trop à mourir.

FERNAND MEUNIER.

A NOS LECTEURS

A partir du 15 avril, les Cahiers du Bolchévisme paraîtront tous les 15 jours au lieu de paraître toutes les semaines. En conséquence, le prix des abonnements sera modifié comme suit :

	France	Étranger U. P.
3 mois.....	7 fr.	9 fr.
6 mois.....	13 fr.	17 fr.
1 an.....	25 fr.	33 fr.

Le prix du numéro reste fixé à 1 franc.

L'envoi sous pli fermé sera fait moyennant une augmentation de 3 francs par trimestre.

Les anciens abonnés recevront un nombre de numéros équivalent à celui auquel leur donne droit leur abonnement.

Le Parti communiste et le mouvement sportif



De la nécessité d'une doctrine et d'une pratique sportives

Il ne s'agit nullement ici de prendre une position contraire à celle de Nase dans le n° 45 des *Cahiers*.

L'accord avec lui sur l'importance qu'il convient d'accorder au mouvement sportif et sur la nécessité d'y développer l'influence du Parti ne peut être que total.

Mais précisément l'importance du problème rend la thèse exposée insuffisante et incomplète.

Nase se borne seulement à envisager un plan de travail et d'organisation.

Il néglige la question essentielle, capitale :

Sur quelles bases accomplir ce travail ?

Quelles directions lui donner ?

Sur quels principes s'appuyer pour les déterminer ?

En un mot, quelles doivent être la doctrine et la pratique sportives du prolétariat révolutionnaire ?

Tels doivent être la partie capitale et le point de départ du problème.

Cet article n'a d'autre but que d'en exposer les grandes lignes et d'en amorcer la discussion.

I. — Sport capitaliste

Le sport peut-il être conçu et pratiqué par le prolétariat de la même façon que par la bourgeoisie capitaliste ?

Pour le capitalisme, le sport n'est, comme d'ailleurs toutes les manifestations de l'activité humaine — qu'un moyen : moyen de domination, d'exploitation et de captation des masses.

Pour lui il s'agit ici, avant toute chose, de détourner la jeunesse ouvrière de son activité et de sa destination naturelle : son perfectionnement physique et la défense de ses intérêts. Il joue d'abord de la neutralité, neutralité hypocrite et menteuse. Il tente ainsi d'étouffer la conscience de classe du jeune prolétaire ou d'en arrêter le développement. Pendant que la jeunesse ouvrière shoote sur les stands capitalistes ou suit les péripéties de « la Ronde infernale » ou du « Tour de France » sur les journaux du mercantilisme sportif ou du mercantilisme tout court, elle oublie ses syndicats et ses organisations de classe, quand elle n'apprend pas à les désertier.

En même temps que le capitalisme la détourne d'une activité politique pour lui dangereuse, il l'oriente vers des voies de tout repos.

Déformation politique ? Oui, mais grâce en même temps à une déformation sportive habile et fructueuse. Car le capitalisme n'oublie jamais les profits qui sont sa principale raison d'être.

Quel est en effet le fin du fin du sport bourgeois actuel ?

Le tour de force, l'acrobatie, la pratique de la vitesse poussée à l'extrême, la performance individuelle à outrance où la lutte la plus âpre peut se donner libre cours.

A quoi aboutit-il en fait ?

Au triomphe d'une minorité de phénomènes sportifs, d'une aristocratie d'« as ». C'est le sport-sélection.

Privilège d'une minorité de professionnels camouflés, il ne laisse à la masse des vrais sportifs et des amateurs que la pratique du sport-spectacle. Spectacle où s'exhibent scandaleusement les as patentés : triomphe des obèses, des infirmes, des impotents et des inertes.

Ce paradoxe est le résultat le plus tangible du sport bourgeois.

II. — Sport prolétarien

Est-cela que nous allons donner à la jeunesse ouvrière comme objectif sportif ?

S'il suivait cette voie, le sport ouvrier ne serait qu'une copie lamentable et une caricature grotesque du sport bourgeois. Il ne se traînerait qu'à sa remorque et bien loin derrière lui, en parent pauvre.

Sur ce terrain, le prolétariat est battu d'avance. Il lui manque en effet deux choses essentielles pour concurrencer le capitalisme : le temps et les capitaux.

La sélection individuelle ne s'obtient que par la pratique d'un entraînement intensif et sans arrêt.

La performance est le résultat de la consécration patiente du maximum de temps et d'efforts.

Elle est le fait d'oisifs ou d'entretenus.

Or le jeune prolétaire a à apprendre à gagner sa vie et à la gagner.

L'usine et l'atelier accaparent tout son temps et toutes ses forces.

L'exhibition à grands spectacles suppose en outre la mise en œuvre de gros capitaux.

Où la jeunesse ouvrière irait-elle les prendre ?

Donc deux raisons matérielles qui la handicapent.

Deux raisons pour ne pas se mettre à l'école du Capitalisme.

Elles sont renforcées par deux raisons d'ordre politique :

Nécessité de réagir contre les déformations physiques du salariat;

Nécessité d'abolir le salariat, source principale de ces tares et de ce handicap.

1° Il s'agit d'abord de lutter contre les déformations physiques et morales résultant de l'exercice de la profession et de l'état de salarié.

De plus en plus l'ouvrier devient une machine ou, ce qui est pire, l'auxiliaire de la machine.

Il est condamné à accomplir automatiquement, intensivement et quo-

tidienement des mouvements anormaux, irrationnels, déformants et dangereux dans une atmosphère nocive quand elle n'est pas mortelle.

La pratique rationnelle, méthodique de sport et au grand air est un moyen de lutter contre ces déformations professionnelles.

Cette pratique générale doit être complétée par des pratiques spéciales suivant les métiers.

Tels mouvements professionnels déformants, doivent être combattus par tels mouvements sportifs de redressement.

En un mot, l'ouvrier doit s'appliquer à demeurer dans l'enfer du salariat un individu sain, en opposant par une gymnastique appropriée le maximum de résistance à l'extrême tension que fait subir à ses muscles et à ses forces l'exploitation intensive et inhumaine du capitalisme.

2° Le problème n'est pas seulement de lutter pour ne pas devenir un homme usé et diminué; il s'agit également de se préparer, de s'entraîner en vue des luttes qui mettront fin à ce régime d'usure, de diminution et d'esclavage qu'est le salariat.

Homme complet et individu sain pour sa satisfaction personnelle, l'ouvrier doit être aussi le soldat vigoureux et entraîné de la Révolution prolétarienne.

Entraînement physique ! Et aussi entraînement moral !

Dans le domaine sportif apparaît en pleine lumière et de façon vivante la situation diminuée, le rôle d'esclave que lui alloue le capitalisme dans la vie sociale.

Pas de temps pour s'entraîner !

Pas de loisirs, pas de moyens financiers pour pratiquer.

Le capitalisme est l'obstacle principal et permanent qui se dresse entre le prolétariat et le sport.

Donc, raison de plus pour abattre le capitalisme.

Raison de plus, pour se préparer à l'acte révolutionnaire libérateur.

III. — Quels sports doit pratiquer le prolétariat ?

Les directions que le prolétariat doit donner à sa pratique sportive doivent dès lors être subordonnées à ces deux objectifs.

Individuellement l'ouvrier doit pratiquer les mouvements de gymnastique et de culture physique les mieux appropriés à son mode de vie, à ses moyens et à ses intérêts.

Pratique au grand air de l'effort méthodique continu, prolongé en vue d'acquérir le fond, la résistance et la souplesse, c'est-à-dire la force réelle, qu'il ne faut pas confondre en ce domaine, pas plus d'ailleurs, avec la brutalité.

Les mouvements rythmés, le saut, le lancement du poids, de la grenade, du javelot, du disque seront heureusement complétés par la marche, la course, la natation.

Mais surtout l'ouvrier doit se pénétrer de cette vérité que le sport prolétarien ne doit pas être pratiqué individuellement.

Le sport prolétarien doit être un sport de masse.

L'action de masse est la force principale du prolétariat.

Le sport prolétarien de masse doit préparer cette action de masse.

Seul il permettra au prolétariat d'acquérir les qualités nécessaires à sa libération : coordination des efforts individuels au sein de l'organisation, en vue de la lutte collective et disciplinée; esprit de mesure, qui permet de discerner la nature de l'effort, et de calculer son intensité et sa durée pour atteindre le but poursuivi.

Le football, la gymnastique d'ensemble, les *promenades* (et non les courses) cyclistes et surtout le scoutisme sont les sports tout indiqués en l'occurrence.

Il convient d'insister tout particulièrement sur le scoutisme, et d'en recommander l'organisation et la pratique aux clubs ouvriers.

Le scoutisme est le plus simple et le meilleur marché, le plus sain, le plus complet et le plus goûté des jeunes et des enfants. Nous l'avons négligé et ignoré.

Tournons tous nos efforts de ce côté. Là est l'avenir sportif prolétarien.

Nos camarades allemands ont obtenu, en ce domaine, des résultats remarquables. Mettons-nous à leur école sans retard.

Conclusion.

Ces quelques considérations rapidement et brièvement exposées ne valent que pour la période de préparation et de luttes révolutionnaires.

Il ne s'agit pas ici de faire de la métaphysique sportive et de tracer un idéal en matière de sport.

Le vrai sport rationnel ne pourra s'épanouir véritablement que lorsqu'il sera libéré, lui aussi, des entraves et du joug capitalistes; c'est-à-dire lorsque la Révolution sera faite.

Mais dès maintenant, constatons que la doctrine et la pratique sportives que nous préconisons pour la période actuelle, constituent un progrès sur la doctrine et la pratique sportives bourgeoises.

Elles seules peuvent sauver le sport de sa déformation actuelle, et lui permettre de revenir sans conteste dans la vérité sportive tout court.

Et pour gagner les vrais sportifs à notre cause, cet argument est primordial.

C. LE GLÉO.



L'Amérique, pays des esclaves et des mouchards



La "démocratie" du mouvement syndical américain



A.-A. Purcell est président de l'Internationale d'Amsterdam. Il prit part, comme président de la délégation du Conseil central des syndicats anglais, au congrès de l'Union des syndicats américains, qui se tint à Atlantic City au commencement d'octobre 1925. Purcell essaya de gagner le congrès à l'idée de l'unité syndicale internationale. La direction corrompue des syndicats américains était hostile à cette proposition. Mais les ouvriers américains la saluaient par des cris d'allégresse dans beaucoup de réunions.

Le camarade Purcell a vu la situation de l'économie des Etats-Unis et celle des syndicats américains avec des yeux d'ouvrier, en partisan convaincu de la nécessité du front unique syndical international. Purcell représente la masse des syndiqués qui ont acquis une conscience claire de leur situation de classe à la faveur de la guerre mondiale, de la révolution russe et du bouleversement économique de l'empire britannique.

Note de la Rédaction de « la Rote Fahne » (Berlin).



Ma première impression en arrivant aux Etats-Unis fut la constatation de la tendance, extraordinairement marquée, à voir et à faire « grand ». Tout se compte par « millions de dollars », tout se fait à une vaste échelle. C'est, du reste, tout à fait naturel : aux Etats-Unis, en effet, le capitalisme revêt la forme la plus gigantesque, la plus puissante et la plus progressive.

Nul n'ignore que l'Amérique est la patrie des trusts et des cartels, des monopoles capitalistes les plus développés. Mais je me demande, si toutes les conséquences de ce fait, et surtout son importance pour les ouvriers, sont comprises par ceux qui n'ont jamais mis le pied sur la « terre de la Liberté ».

Depuis quelque temps, il n'est bruit que des salaires élevés de l'Amérique, des conditions de vie incomparables des ouvriers américains, des travailleurs nombreux qui possèdent une auto, etc. Nous avons entendu ces contes même dans nos propres rangs, quelques-uns s'étant servis de l'exemple de l'Amérique, pour prouver que les patrons, autant que les travailleurs, sont intéressés à un régime de hauts salaires.

Un système d'esclavage

Dirai-je, moi, travailleur, ce qui, dans les diverses entreprises que j'ai visitées, m'a le plus frappé ?

Ce ne fut pas la parfaite organisation technique, si remarquable qu'elle soit. Non, ce qui me fit une impression inoubliable, c'est une tendance très vive à l'« uniformisation », à l'extrême division du travail, qui transforme l'homme en automate, accomplissant un geste monotone d'un bout à l'autre de l'année. Malgré les hauts salaires, dont on fait l'éloge, le régime de l'industrie américaine est plus encore que celui d'Angleterre une tyrannie monotone, qui pèse sur le travailleur, discipliné et dirigé de la façon la plus étroite.

L'industrialisme américain n'est pas autre chose qu'un système d'esclavage. Sa prétendue « bienveillance » envers les travailleurs n'est qu'un moyen savant de leur extorquer de plus grands profits. Chose significative, les défenseurs les plus ardents des patrons sont leurs scribes et autres auxiliaires du même genre, mais non pas les prolétaires véritables. Il est très facile de jaser sur les douceurs de l'Amérique, quand on ne les a pas soi-même goûtées. Une question, à laquelle je m'attachai particulièrement, fut la question des hauts salaires. J'accordai une grande attention au témoignage d'ouvriers anglais récemment installés aux Etats-Unis. Tous disaient la même chose. Quoique leurs salaires nominaux fussent plus élevés que ceux qu'ils gagnaient en Angleterre, leurs frais de subsistance sont tellement grands que leurs salaires réels sont à peu près les mêmes : dans beaucoup de cas, ils sont même moindres. Tous ceux que j'ai questionnés insistèrent surtout sur la rapidité effroyable et la méthode exténuante du travail. Tel est le surmenage que, en moyenne, la santé des hommes de 40 ans est complètement détruite. (Et bien entendu, on les jette aussitôt sur le pavé.)

On doit à la vérité de reconnaître qu'il y a des professions spéciales, exceptionnellement bien rétribuées, par exemple, dans le bâtiment, où, en ce moment, les travailleurs qualifiés, comme des plâtriers, des maçons, des peintres, sont très rares, les salaires montent à 16 livres sterling (2.100 francs) ou plus par semaine. Mais c'est là une exception.

Les mouchards et les « Pinkerton »

Il faut ajouter aux remarques précédentes, quelques observations plus significatives encore. Je veux parler de MOUCHARDAGE. On n'exagère point, en disant qu'en Amérique, le système du mouchardage est aussi répandu, aussi universel et aussi inséparable de l'industrie, que l'ASSURANCE contre l'incendie, etc., dans les autres pays. D'ailleurs, le système des mouchards n'est qu'une sorte d'assurance contre la grève, contre le mouvement syndical, contre chaque soulèvement de la part des ouvriers.

Les sociétés de mouchards, les Pinkerton, les Baldwin-Felks, les V.-J. Burns et d'autres, sont des organisations riches et puissantes, qui vivent comme des parasites sur le corps du capitalisme. Burns, Pinkerton et les autres sociétés ont, outre les agents provocateurs qu'ils introduisent dans les usines

comme « travailleurs », des agents qui s'immiscent dans les syndicats et qui ont su parvenir à des situations très importantes dans le mouvement. J'ai vu des mouchards qui ne dissimulaient pas plus cette qualité qu'ils ne cachaient le revolver qu'ils avaient en poche.

Le caractère retardataire du mouvement syndical américain

Il est vain de dissimuler qu'en comparaison de notre propre mouvement syndical, le mouvement syndical américain (je veux dire la « fédération syndicale américaine » American Federation of Labor, A.F.L.) est fort en retard. C'est un syndicalisme de caste tellement étroit et exclusif, qu'en comparaison, les différences malheureuses qui, en Angleterre, subsistent encore entre les corporations, ne sont rien. L'attitude des syndicats envers les seize ou vingt millions de manœuvres émigrés, est le pendant, encore plus accentué, de l'attitude que nos corporations, voici 60 ans, prenaient envers les travailleurs non qualifiés. Leur attitude envers la masse des ouvriers nègres est d'hostilité violente. Nous y reviendrons.

La « Fédération syndicale américaine » ne veut être que l'organisation de l'aristocratie ouvrière, des ouvriers blancs qualifiés. Elle n'organise qu'une petite minorité des ouvriers de l'industrie des Etats-Unis. Je ne veux pas la décrire en détail, avec ses caractères pour nous si réactionnaires, par exemple sa répugnance à la « nationalisation » et à l'action politique indépendante des ouvriers. Cela est assez connu. Les ouvriers anglais s'indignent à la pensée que maints fonctionnaires éminents de la « Fédération syndicale américaine » ou des organisations voisines sont, en même temps, membres du parti républicain ou du parti démocratique.

Au moment du congrès annuel de la « Fédération syndicale américaine », je proposai, comme délégué des syndicats d'Angleterre, l'adhésion de l'Amérique au mouvement d'unité internationale. Cette proposition fut écartée par le président Green, qui déclara que la « Fédération syndicale américaine » ne ferait front unique qu'avec des mouvements syndicaux, respectueux « des principes saints de la démocratie, de la justice, de la loyauté et de la liberté humaine ».

Le même point de vue était indiqué dans une résolution du congrès, qui formulait une sorte de doctrine de Monroe pour les syndicats :

« Le mouvement syndical américain se réclame de la démocratie... Ni l'Internationale Rouge de la Moscou autocratique, ni n'importe quelle autre Internationale ne prévaudront contre le principe de la politique syndicale américaine; le mouvement syndical américain a l'intention de vivre en amitié avec le monde entier, si le monde est épris de la démocratie. Et il luttera énergiquement contre toutes actions, par lesquelles l'autocratie tente de conquérir le sol sacré de son pays. »

La démocratie? Une duperie

Je me permettrai de dire, non moins clairement, que toutes ces phrases sur la démocratie ne sont — à mon humble avis — que duperie. Démocratie, au pays des agents provocateurs et des mouchards ? Démocratie, au pays de Rockefeller et Morgan, de Pinkerton et Baldwin-Felks ? Démocratie, au pays du lynchage des nègres, des mauvais traitements et de l'assassinat des ouvriers, qui se mettent en grève pour leur droit à la vie ? Démocratie, au pays où toute la puissance de l'Etat, la justice et la police, toute la machine légale et illégale du gouvernement, obéissent ouvertement au moindre signe

de la ploutocratie triomphante, et servent à maintenir le système capitaliste et l'exploitation de la population ouvrière ? Il ne faut pas se laisser leurrer par les formes superficielles de gouvernement.

La « Fédération syndicale américaine » est une oligarchie

L'esprit démocratique n'est triomphant ni dans la « Fédération syndicale américaine », ni dans les syndicats qui la composent. Une oligarchie règne sur le mouvement; elle en a fait une puissance absolue.

Au congrès d'Atlantic-City je m'aperçus, par exemple, que toutes les commissions importantes avaient été nommées par le président Green, puis ratifiées automatiquement par le Congrès. De cette manière, le président détermine pratiquement les décisions du congrès, car d'ordinaire les rapports des commissions sont acceptés sans discussion.

Le système des clans, trait remarquable de toute la vie publique américaine, fleurit aussi dans la « Fédération syndicale américaine ».

Ainsi, lorsque le président Green succéda au président défunt Gompers, le personnel entier fut « démissionné », sans égard pour la durée et la valeur des services passés. Les fonctionnaires syndicaux furent avertis que, s'ils demandaient leur réintégration, on examinerait leur cas particulier.

Un trait caractéristique du congrès, qui serait inconcevable en Angleterre, fut la réception d'un « délégué-frère » de l'organisation patriotique, qu'est la « Légion américaine » (organisation fasciste des anciens combattants). Ce délégué était lui-même un chef syndical éminent. C'est le major George L. Bery. Beaucoup de nos meilleurs amis sont au contraire tenus hors de la « Fédération syndicale américaine », à cause de leur tendance « gauche ».

Les divisions de races dans les syndicats américains

Encore quelques remarques sur les ouvriers de couleur. Il y en a quelques millions. Leur existence pose un grand problème, que le mouvement syndical américain actuel ne peut résoudre que superficiellement. Tant que les organisations demeureront closes aux ouvriers nègres, on ne pourra parler d'un commencement de solution à ce problème. A vrai dire, quelques travailleurs noirs sont organisés dans la « Fédération syndicale américaine ». Il y eut même des délégués noirs au Congrès d'Atlantic-City. Mais ils n'étaient délégués qu'en droit, en fait ils semblaient tout à fait isolés.

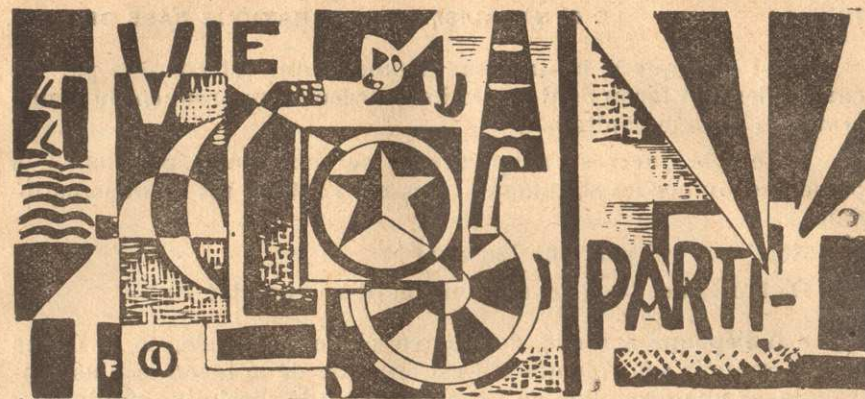
Les ouvriers de couleur se sont mis à fonder leurs propres syndicats. Mais dans les Etats du Nord, on ne les tolère pas.

L'ouvrier ordinaire est le champion

Il pourrait sembler, que j'aie ici tracé un tableau trop chargé de la situation. Il n'en est rien. Ce sont des faits, tels que les a vus un ouvrier anglais. Ils sont décrits sans amour sans haine. L'avenir permet tous les espoirs. J'en suis sûr, quand je pense aux réunions magnifiques que j'ai pu faire dans nombre de villes, les plus grandes d'Amérique. Là, les simples ouvriers des syndicats, remplis d'une sympathie véritable pour leurs camarades d'Angleterre, de Russie et du monde entier, écoutaient avidement le message d'unité internationale. L'esprit, l'enthousiasme de ces réunions me donnent confiance dans le triomphe final de la pensée unitaire aux Etats-Unis.

A.-A. PURCELL,

Président de l'Union Syndicale Internationale.



Le centralisme démocratique base de l'I. C. et des P. C. ✦

◆ ◆ ◆

En plus des corrections apportées dans la tactique et la politique du front unique, la conférence des 1^{er} et 2 décembre a corrigé certaines pratiques dictatoriales ainsi que les procédés par trop mécaniques qui avaient été employés dans les liaisons entre la direction du parti et sa base et entre le parti et les syndicats.

Ces changements profonds ont naturellement provoqué une réaction qui pousse certains éléments confusionnistes à vouloir substituer au centralisme excessif d'hier, une large démocratie qui n'a rien de commun avec le centralisme démocratique qui doit être à la base d'un parti communiste.

Ceux-ci critiquent « l'appareil » et les « fonctionnaires » du parti exactement de la même façon que les anarchistes le firent dans le mouvement syndical, et ils réclament la nomination par le parti des dirigeants à tous les degrés, sans en préciser les modalités. La conclusion qu'en tirent déjà certains camarades c'est que le scrutin devrait avoir lieu à bulletin secret.

Ceux-là se livrent à des réflexions extrêmement dangereuses, disant par exemple « qu'ils ne veulent pas être à la remorque du parti russe » et « que charbonnier est maître chez lui », utilisant ce vieux proverbe pour réclamer une indépendance vis-à-vis de l'I. C. qu'ils se gardent d'ailleurs bien de préciser.

D'autres affirment que le centralisme démocratique ne peut être appliqué « que si la section redevient la base du parti » ou encore demandent que le lancement d'un mot d'ordre par le centre ne se fasse « qu'après referendum à la base auprès des adhérents ».

C'est dire que le centralisme démocratique est compris par ces camarades à la façon dont les petits bourgeois comprennent la démocratie en régime capitaliste.

Il semble que ces critiqueurs ne se sont même pas donné la peine d'examiner les statuts qui régissent l'I. C. et ses sections nationales.

Eclairons un peu leur lanterne !

D'abord dans les 21 conditions on lit au chapitre 12 :

« A l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le P. C. ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants. »

Or, en tête de ce même paragraphe, élaboré dans une période révolutionnaire et qui s'applique à une situation d'illégalité, on peut lire également ceci : « *Les partis appartenant à l'I. C. doivent être édifiés sur le principe de la centralisation démocratique* ».

Il est évident que si ce principe a été admis par l'I. C. dans la période de guerre civile de 1918 à 1923, à plus forte raison il doit s'appliquer à la période actuelle de stabilisation du capitalisme et il s'agit seulement de s'entendre sur sa signification et sur les modalités de son application.

Le 5^e Congrès mondial, qui a modifié les statuts adoptés par le 2^e Congrès, précise dans son paragraphe 6 le caractère du centralisme démocratique de la façon suivante :

« L'Internationale communiste et les Partis communistes sont fondés sur la base du centralisme démocratique, dont les principes fondamentaux sont :

« a) L'élection de tous les organes, de bas en haut, par les assemblées générales, les conférences ou congrès.

« b) L'obligation de ces organes, de rendre compte périodiquement de leur activité à leurs électeurs.

« c) L'obligation, pour les organes subalternes, d'exécuter rapidement et exactement les décisions des organes supérieurs. La discussion est libre pour les membres et les organisations jusqu'à ce que décision soit intervenue de la part des organes compétents du parti. Une fois une décision prise par le congrès de l'Internationale communiste, par un congrès national ou par les organes dirigeants du parti, elle doit être absolument exécutée, même si une partie des membres ou des organisations locales ne l'approuvent pas.

« En période illégale, les organes subalternes peuvent être nommés soit par les organes supérieurs, soit par voie de cooptation ratifiée par les organes supérieurs. »

Ce paragraphe des statuts de l'I. C. est intégralement repris dans le statut type (voir *Cahiers* n° 6) qui a été accepté par le congrès national de Clichy, et approuvé ensuite par le Bureau d'Organisation du Comité Exécutif de l'I. C.

C'est donc en se basant sur ces textes précis des statuts que la discussion sur le centralisme démocratique doit se poursuivre et non en s'inspirant d'un vague sentimentalisme encore tout teinté de social-démocratisme.

Sans doute ce n'est pas par la seule vertu d'un bon statut que le centralisme démocratique sera appliqué et « l'appareil » lui-même ne saurait le réaliser si la base reste inerte, si les cellules sont sans vie politique et si elles ne discutent pas en vue de les appliquer, les décisions des congrès et assemblées souveraines du parti.

Ceux-ci, en se réclamant d'un « véritable » centralisme démocratique, demandent à ce que la base du parti puisse librement s'exprimer.

La base, c'est-à-dire la cellule, a toute liberté pour discuter de tous les problèmes politiques et tactiques et pour faire connaître son point de vue aux organismes responsables, aux différents degrés; mais on ne saurait admettre le principe d'un referendum effectué préalablement au lancement d'un mot d'ordre, dans le seul but de connaître l'opinion des membres, ni la remise en discussion de décisions prises par un congrès national ou par la direction du parti, avec l'intention d'en retarder ou d'en suspendre l'application.

La discussion à la base des décisions et mots d'ordre lancés entre deux congrès par l'I. C. ou la direction du parti, doit avoir pour seul but leur application; si des observations ou des critiques surgissent, elles doivent être formulées à l'intérieur du parti par le canal des différents organes, mais sans que cela puisse empêcher l'exécution des décisions et mots d'ordre lancés.

La direction a ouvert la discussion depuis plusieurs mois, par une tribune dans *l'Humanité* et les *Cahiers du Bolchévisme* et elle continuera jusqu'au Congrès National. Mais si de grands événements survenaient qui nécessitent la mobilisation de notre Parti pour une action importante, la direction aurait le droit, et même le devoir, de faire cesser immédiatement la discussion, pour se tourner uniquement vers l'action à entreprendre. D'ailleurs ceci est souligné dans la résolution française.

L'auto-critique est toujours nécessaire à un parti révolutionnaire, mais celle-ci doit servir le parti et non servir la bourgeoisie comme cela s'est produit trop souvent depuis une année.

Les communistes doivent user de cette auto-critique à l'intérieur de leur parti et non à l'extérieur et celle-ci ne doit pas revêtir la forme d'une basse polémique poursuivie par des fractions constituées à l'intérieur du parti, agissant de concert et en liaison avec des organismes extérieurs adversaires du parti, comme cela s'est produit pendant trop longtemps entre la droite et les « noyaux » du *Bulletin Communiste* et de la *Révolution Proletarienne*.

Le centralisme démocratique c'est la vie et l'activité qui se fait sentir de la base au sommet, c'est la discussion sérieuse et approfondie de tous les problèmes qui s'effectue à tous les échelons, c'est la confiance qui règne grâce au contrôle qui s'effectue à tous les degrés de l'appareil par les comités et conférences de rayons et de régions et par le comité central et les conférences nationales.

Mais le centralisme démocratique c'est aussi, aux termes mêmes des statuts, l'obligation pour un communiste de travailler et de se soumettre à toutes les décisions de son parti et de l'I. C.; c'est l'obligation pour les différents organismes, cellules, rayons et régions, d'exécuter les décisions des organes dirigeants « *même si une partie des membres ou des organisations locales ne les approuvent pas* ». (Paragraphe 6 des statuts de l'I. C.).

Le droit de discussion ne peut être confondu avec un prétendu droit à l'indiscipline que certains s'arrogent en se présentant comme les redresseurs de torts du communisme; ce droit existe dans la mesure où il ne nuit pas au parti et où il se maintient dans le cadre de la discipline sans laquelle il ne saurait y avoir de parti communiste.

La « large discussion » que certains réclament permanente dans tous les organes du parti, en raison de l'esprit où elle est réclamée et surtout dans la forme où elle se poursuit actuellement, nous conseille de demander qu'elle ne soit ouverte que deux ou trois mois avant le congrès national du parti.

Ce serait un véritable danger de décomposition que de maintenir en permanence dans notre presse une telle tribune libre, car bientôt tout se résumerait en vaines discussions au détriment de l'application des mots d'ordre et du travail d'organisation.

Quant à l'élection des militants aux différents postes responsables, le statut fixe que celle-ci doit avoir lieu de bas en haut par les assemblées générales, les conférences ou congrès.

C'est ainsi qu'il a été procédé dans notre parti. Cellules, rayons et régions ont élu leurs bureaux ou comités au sein de leurs assemblées générales et le congrès national a élu le Comité central, qui a désigné le B. P. et le Bureau d'organisation.

Sans doute, l'Internationale donne son avis dans la désignation de la direction est-ce contre cela que certains camarades s'élèvent en réclamant « la nomination par le parti des militants responsables » ? Qu'ils le disent catégoriquement.

Un passage des statuts de l'I. C. indique « *que tout poste dirigeant dans un parti communiste appartient à l'I. C. et non à celui qui l'occupe* »; si un camarade de la direction ne peut abandonner son mandat qu'avec le consentement du comité exécutif, il nous paraît normal et utile que l'I. C. donne son opinion sur la composition de la direction de ses sections.

D'autre part, un centralisme démocratique bien compris exige que les militants aux fonctions dirigeantes des rayons, régions et du parti, soient présentés nominativement devant les assemblées

générales ou congrès régionaux, pour que les délégués puissent formuler leurs objections et faire des propositions.

Les militants chargés de la direction du parti doivent être choisis par une commission spéciale des candidatures nommée par le Congrès National et composée des représentants de toutes les régions.

Dans une situation légale, les candidatures présentées par cette commission peuvent, le cas échéant, être discutées par le congrès, mais doivent être ratifiées par un vote public et non par un vote secret.

Le Comité Central dirige le parti entre deux congrès et rend compte de son activité devant des conférences nationales, si des décisions modifiant ou complétant celles prises par le Congrès national sont adoptées par ces conférences, elles doivent être ratifiées par le Comité Central, qui seul a la responsabilité de direction entre deux congrès du parti.

Ceux qui, au nom du centralisme démocratique, voudraient donner à ces conférences un pouvoir de décision équivalent à celui d'un congrès national, devront expliquer plus clairement leur conception du fonctionnement d'un parti communiste.

Il faut qu'une fois pour toutes cette question soit liquidée afin que certains éléments ne puissent plus continuer à jouer de la corde sensible de la démocratie pour combattre, diminuer ou ridiculiser l'autorité du Comité Central.

Voilà ce qu'aux termes mêmes des statuts, on entend par centralisme démocratique; mais il est bien évident que son application doit plus particulièrement se réaliser grâce à un bon régime intérieur du parti, obtenu par une liaison étroite entre les organismes aux différents degrés et la base, par un travail vraiment collectif de tous les organes et de tous les membres en se gardant, comme de la peste, d'un bureaucratisme dans les appareils qui ne pourrait qu'annihiler l'initiative des camarades, et la remplacer par l'automatisme et abaisser le niveau idéologique du parti au lieu de le relever.

Le centralisme-démocratique n'exclut pas la discipline, mais au contraire il en précise le caractère dans un parti communiste centralisé.

Cette discipline doit être obtenue par la compréhension de la doctrine communiste par tous les membres et par leur adhésion complète à la politique fixée et à l'exécution des tâches qui leur sont demandées par les organismes responsables.

La véritable discipline communiste doit jouer de la base au sommet, et non s'exercer mécaniquement du sommet à la base.

Cette discipline demande que chaque membre du parti soit conscient du rôle qu'il joue en tant qu'unité, qu'il soit solidaire de tous les camarades, non seulement de sa cellule, mais de tout le parti, et qu'il se sente intimement lié à lui; enfin, qu'il ait confiance aux militants qui ont la responsabilité de la direction. C'est dire que

s'il ne doit pas exister d'autonomie entre les différents organes du parti, il ne doit pas subsister non plus cet esprit individualiste qui est le propre du tempérament français, mais qui n'a rien de commun avec le communisme et qui constitue un obstacle à la discipline d'un parti bolchevik.

Le centralisme démocratique est opposé à l'individualisme petit-bourgeois qui anime encore certains camarades et les pousse à réclamer dans le parti communiste la démocratie telle qu'elle existait avant-guerre dans le parti socialiste de la grande amitié, allant de Jaurès à Guesde.

Notre parti donnera à ces camarades sa réponse définitive au prochain congrès national en précisant ce qu'il entend par centralisme démocratique.

P. Sémard.



STATUTS DU P. C. FRANÇAIS

Le Congrès de Clichy avait accepté en principe le projet de statuts-type élaborés par la section d'organisation de l'I. C.

La Conférence internationale d'organisation l'a accepté avec quelques modifications de détail. Le projet définitif a été approuvé par le B. O. du C. E. de l'I. C., le 4 mai 1925. Nous l'insérons pour décision définitive du prochain Congrès du Parti.

En voici le texte :

I. — Appellation du Parti

1° Le Parti Communiste de France, section de l'Internationale Communiste, se nomme : *Parti Communiste Français, section de l'Internationale Communiste.*

II. — Membres

2° Peut être membre du Parti quiconque accepte le programme et les statuts de l'I. C. et du P. C., appartient à une organisation de base du Parti, y travaille activement, se conforme à toutes les décisions de l'I. C. et du Parti et acquitte régulièrement ses cotisations.

3° L'admission de nouveaux membres a lieu dans les cellules du Parti. L'admission est soumise à la ratification de la direction du rayon.

4° Pour l'entrée de groupes entiers d'autres organisations politiques ou d'une organisation de parti entière dans le Parti Communiste, le Comité Central décide de l'admission dans le Parti.

REMARQUE. — Pour l'admission de chefs d'autres partis, la ratification du Comité Central est nécessaire en plus de celle de la direction du rayon.

5° Le membre d'une cellule d'entreprise qui change de lieu de tra-

vail est tenu d'aviser la direction de la cellule du départ et de l'arrivée. Le membre d'une cellule de rue qui change de domicile est tenu d'aviser la cellule de rue au départ et à l'arrivée.

Le membre du Parti désireux d'émigrer doit se munir de l'autorisation du Comité Central (voir statuts de l'I. C., art. 35). Il adresse sa demande au C. C. par les instances régulières du Parti.

III. — La structure du Parti

6° Le Parti Communiste Français, comme toutes les sections de l'I. C., est fondé sur le centralisme démocratique. Ses principes fondamentaux sont les suivants :

a) Election, aussi bien des organes inférieurs que des organes supérieurs du Parti, par les assemblées générales, les conférences et les congrès.

b) Compte rendu périodique des organes du Parti devant leurs mandants.

c) Acceptation obligatoire des décisions des organes supérieurs du Parti par les organes inférieurs, sévère discipline, exécution rapide et ponctuelle des décisions de l'Exécutif de l'I. C. et des organes dirigeants du Parti. Toute organisation qui développe son activité dans un domaine déterminé est considérée comme supérieure à l'organisation qui limite son activité à une partie seulement de ce domaine. Les discussions sur les questions intéressant le Parti ne seront poursuivies par l'ensemble des membres du Parti que jusqu'à résolution par les organes autorisés. Les résolutions prises au congrès de l'I. C. ou au Congrès du Parti, ou par les organes dirigeants du Parti, doivent être absolument exécutées même au cas où une partie des membres ou des organisations locales ne les approuvent pas.

7° Dans l'illégalité, la nomination des organes inférieurs du Parti par les organes supérieurs est admise, de même que la cooptation avec ratification des organes supérieurs du Parti.

8° Les organisations du Parti ont toute initiative dans les questions locales, dans les limites des décisions prises par l'I. C. et le Parti.

9° Les plus hautes instances de chaque organisation sont respectivement : l'assemblée générale, la conférence du Parti ou le Congrès.

10° L'assemblée générale des membres, la conférence aux divers échelons, ou le Congrès nomment la direction correspondante, qui, dans l'intervalle des assemblées ou sessions, dirige les travaux des organisations respectives du Parti.

11° Le schéma de la structure du Parti est le suivant :

a) Pour chaque fabrique, atelier, bureau, magasin, domaine, rue, etc. : l'assemblée de cellule, direction de cellule.

b) Pour le territoire d'un village, d'une petite ville, conférence des cellules de village ou conférence de cellules de la localité, assemblée générale locale (assemblée générale de village), direction locale (sous-rayon).

c) Pour le territoire d'un rayon, conférence de rayon, comité de rayon.

d) Pour le territoire d'une région : conférence régionale, comité régional.

e) Pour tout le territoire du pays : congrès, comité central.

12° Pour l'accomplissement de certaines tâches, les Comités du Parti créent des sections spéciales. Exemple : Section d'organisation, d'agitation et de propagande, section syndicale, section de femmes, etc. Les sections sont soumises aux Comités correspondants du Parti, obéissent à leurs directives et exécutent leurs décisions.

REMARQUES. — Les ouvriers ou les petits paysans appartenant à une nationalité étrangère sont organisés dans les cellules, aux lieux de travail, sans qu'il soit tenu compte de leur nationalité.

Il est créé pour l'agitation et la propagande, dans les langues maternelles, des minorités nationales et de l'immigration, des organismes compétents appartenant aux instances régulières du Parti. Ces organismes accomplissent leur travail sous la conduite et la direction des instances correspondantes du Parti.

IV. — La Cellule

13° La cellule d'entreprise est la base de l'organisation du Parti (à la fabrique, à la mine, à l'atelier, au bureau, au magasin, dans l'entreprise agricole, etc...). Doivent y appartenir tous les membres du Parti employés par l'entreprise. Les nouvelles cellules reçoivent la sanction du Comité de Rayon. Elles doivent comprendre trois membres au moins.

14° Dans les entreprises où ne travaillent qu'un ou deux membres du Parti, ces membres rallient les cellules d'entreprises les plus proches ou forment avec les membres d'une entreprise voisine une cellule commune.

REMARQUE. — Les membres du Parti ne travaillant dans aucune entreprise appartiennent en règle générale à la cellule d'entreprise la plus voisine ou forment des cellules de rues. S'il n'existe dans le village aucune cellule dans une ferme ou une entreprise agricole, les communistes domiciliés dans le village sont réunis en une cellule de village.

15° La cellule est l'organisation qui lie les ouvriers et les petits paysans au Parti. Les devoirs de la cellule sont : l'accomplissement du travail du Parti parmi les ouvriers et les petits paysans sans-parti par une propagande et une agitation communistes systématiques ; la conquête des ouvriers de l'usine qu'il faut détacher de nos adversaires ; le recrutement ; la diffusion de la littérature du Parti ; la publication d'un journal de l'entreprise ; l'éducation et la culture des membres du Parti et des ouvriers de l'entreprise ; la conquête tenace et persévérante des fonctions dans les organisations ouvrières de l'entreprise ; l'intervention dans tous les conflits politiques, dans toutes les revendications des travailleurs de l'endroit ; l'étude de ces revendications du point de vue de la lutte de classe révolutionnaire ; la conquête de la direction de l'ensemble des ouvriers dans toutes les luttes.

16° La cellule nomme un bureau de trois à cinq membres. Ce bureau dirige le travail de la cellule et le répartit entre les membres ; qu'il s'agisse de la propagande, de vente de journaux, de l'action communiste dans les syndicats et le conseil d'entreprise, du travail parmi les femmes

et la liaison avec la cellule des jeunes, etc... le Bureau de la cellule est responsable devant la cellule. Le bureau de la cellule élit le secrétaire de la cellule.

V. — Le Sous-Rayon

17° Le sous-rayon englobe les cellules d'une même localité ou d'un groupe de localités, ou d'un ou plusieurs quartiers d'une grande ville.

REMARQUE. — En principe, il n'est pas constitué de sous-rayon dans la localité où siège le Comité de Rayon.

18° A la tête du sous-rayon se trouve un Comité élu par l'assemblée générale ou, par la conférence des cellules du ressort. Ce comité doit être formé au moins pour la moitié de membres de cellules d'entreprises. Il élit un secrétaire responsable. Il est responsable du travail du sous-rayon. Il dirige tout le travail local, notamment l'activité des fractions dans la localité.

19° L'assemblée générale des membres du sous-rayon se réunit en règle générale une fois par mois.

VI. — Le Rayon

20° La plus haute instance du Parti, dans le rayon est le Comité de rayon, élu par la conférence de rayon. Le mode de représentation à la conférence de région est fixé par le Comité de rayon.

21° Le Comité de rayon exécute les décisions des instances supérieures et de la Conférence de rayon et dirige tout le travail du Parti dans le rayon. Il réunit une conférence de rayon au moins deux fois par an. Il élit, en accord avec la direction régionale, le secrétaire de rayon.

22° La conférence de rayon est formée de représentants des cellules. Elle discute de tous les problèmes posés devant le Parti. Elle entend et ratifie les rapports du Comité de rayon ; elle élit le Comité.

23° Dans la ville où le Comité de rayon a son siège, le travail du Parti est assuré par le Comité de rayon.

24° Le Comité de rayon dirige le travail des fractions dans le cadre du rayon.

VII. — La Région

25° La plus haute instance du Parti dans une région est la conférence régionale. La conférence régionale ordinaire se réunit tous les six mois. Des conférences régionales extraordinaires peuvent être convoquées par le Comité régional à la demande de la moitié des organisations de la région, ou par le Comité Central. La conférence régionale entend les rapports du Comité régional et de la commission de contrôle régionale et élit le Comité régional et la Commission de contrôle régionale.

26° Le Comité régional est élu à la conférence régionale ; il est l'organe supérieur du Parti dans la région, dans l'intervalle de deux conférences régionales. Le Comité régional doit être en partie composé d'ouvriers d'usines. Le Comité régional doit comprendre des représentants de la cité la plus importante et des représentants des autres grandes localités. Le Comité régional décide lui-même de la fréquence de ses

réunions plénières. Celles-ci doivent avoir lieu au moins une fois par mois. Pour diriger le travail courant, le Comité régional élit un bureau. Le Comité régional nomme aussi le secrétaire régional, qui doit appartenir au Parti depuis trois ans au moins. Des exceptions ne peuvent être admises qu'avec le consentement du C. C. Le Comité régional doit délibérer avant l'élection avec le C. C. de la candidature du secrétaire.

27° La conférence régionale élit une commission de contrôle dont la tâche est de contrôler toute l'administration et l'activité financière tout entière de la région et des entreprises du Parti y existant.

28° Le Comité régional exécute les décisions du Comité Central et de la Conférence Régionale, et est tenu de créer des organes spéciaux correspondant aux diverses formes d'activité (organisation, agit-prop, syndicats, petits paysans et femmes). A la tête de ces sections, on placera en règle générale des membres du Comité régional travaillant sous la direction du Comité régional. Le Comité régional nomme, en accord avec le Comité central, la rédaction du journal régional. Le Comité régional dirige le travail du Parti dans la région. Le Comité régional est responsable de son travail devant la Conférence régionale et le Comité central, auquel il est tenu d'envoyer mensuellement un rapport écrit.

29° La ville dans laquelle le Comité régional a son siège n'a pas de comité de rayon. Son travail est dirigé par le Comité régional. La capitale de la région peut être divisée en rayons où fonctionnent les conférences et les comités de rayons.

VIII. — La conférence du Parti

30° Les conférences du Parti se réunissent en principe deux fois par an. Le Comité central détermine le mode de représentation et la composition des conférences du Parti. Les représentants des régions sont élus par les Comités régionaux. Le C. C. peut inviter, avec voix consultatives, des membres du Parti, à participer aux délibérations des conférences du Parti.

31° Les décisions des conférences du Parti entrent en vigueur dès leur ratification par le Comité central.

32° Si elle se réunit immédiatement avant le Congrès mondial de l'I. C., la conférence du Parti peut élire la délégation envoyée à ce dernier.

IX. — Le Congrès du Parti

33° Le Congrès du Parti est la plus haute instance du Parti ; en principe, il est convoqué une fois par an par le C. C. en accord avec l'Exécutif de l'I. C. Des congrès extraordinaires sont convoqués par le C. C. sur sa propre initiative ou sur l'initiative de l'I. C., ou enfin au cas où un nombre d'organisations ayant représenté, au dernier congrès national, la moitié des membres du Parti, requiert la convocation du Congrès ; le Congrès extraordinaire ne peut se réunir qu'avec l'assentiment de l'Exécutif de l'I. C. La convocation du Congrès et son ordre du jour seront communiqués aux membres au moins un mois à l'avance. Le Congrès a droit de décision, si au moins la moitié des membres du Parti y sont représentés.

34° Le Congrès :

a) Entend les rapports du C. C. et de la commission centrale de contrôle.

b) Tranche des questions ayant trait au programme du Parti ;

c) Prend des décisions sur toutes les questions politiques tactiques et d'organisation ;

c) Elit le C. C., la commission centrale de contrôle, etc...

35° Le Congrès du Parti est composé de délégués élus dans les conférences régionales. En cas d'illégalité, l'élection des délégués peut exceptionnellement, et avec l'assentiment de l'Exécutif de l'I. C., être faite par le Comité régional. Le Congrès du Parti peut être aussi remplacé par une conférence du Parti avec l'assentiment de l'Exécutif de l'I. C.

X. — Le Comité Central

36° Le C. C. est l'organe supérieur du Parti dans l'intervalle des congrès. Il représente le Parti à l'égard des autres institutions du Parti, crée les divers organes du Parti, dirige toute son activité politique et son travail d'organisation, nomme les rédactions des journaux centraux sous sa direction et sous son contrôle, organise et dirige les entreprises importantes pour tout le Parti, répartit les forces et gère les finances. Le C. C. dirige le travail des fractions au sein des organisations qui ont un caractère central.

37° Le nombre des membres du C. C. est fixé par le congrès.

38° Le C. C. élit dans son sein un Bureau politique pour la direction du travail politique, un Bureau d'organisation pour la direction du travail d'organisation et un secrétariat pour le travail courant. Le C. C. désigne les chefs des différentes sections à la tête desquelles il place autant que possible ses membres.

39° Le C. C. crée des sections pour certaines branches de son activité : organisation, agit-prop, paysans, femmes, etc... Leur tâche est de diriger le travail sous la direction complète du C. C. dans leur domaine respectif, pour lesquels les directives générales du C. C. font loi. Les sections ont à exécuter ses décisions.

40° Le C. C. divise le pays en régions et, en cas de nécessité, modifie leurs limites. Le C. C. a le droit d'unifier ou de diviser régionalement les organisations existantes d'après les exigences politiques ou économiques et suivant la division administrative du pays.

XI. — La Commission centrale de contrôle

41° Le Congrès du Parti élit une commission centrale de contrôle chargée de contrôler la caisse, la comptabilité et les entreprises du Parti tout entier.

XII. — La discipline du Parti

42° La discipline du Parti la plus sévère est le premier devoir de tous les membres et de toutes les organisations du Parti. Les décisions de l'I. C., du Congrès du Parti, du Comité central et de toutes les instances supérieures du Parti doivent être rapidement et ponctuellement

appliquées. La discussion de toutes les questions qui soulèvent des divergences est complètement libre tant qu'aucune décision n'a été prise.

43° Tout acte d'indiscipline entraîne des sanctions de la part des organes correspondants du Parti. Les sanctions, en ce qui concerne les organisations, peuvent être les suivantes : blâme, destitution, remplacement par une direction provisoire remplissant ses fonctions jusqu'à la convocation d'une conférence; dissolution de l'organisation et réenregistrement des membres. A l'égard des membres : blâme dans le Parti, blâme public, destitution des fonctions, exclusion temporaire, exclusion définitive.

44° Les mesures disciplinaires seront appliquées par les instances du Parti.

45° L'exclusion d'un membre du Parti proposée par l'assemblée de la cellule est soumise à l'instance immédiatement supérieure. La décision d'exclusion entre en vigueur dès qu'elle a été ratifiée par le Comité régional. Le recours jusqu'à l'instance supérieure est permis. En attendant la ratification de l'exclusion, l'intéressé est écarté du travail du Parti. La décision d'exclusion doit être publiée dans le journal du Parti.

XIII. — Finances

46° Les ressources financières des organisations du Parti proviennent des cotisations, des souscriptions spéciales, des entreprises du Parti, des subventions des organes supérieurs du Parti, etc...

47° Les cotisations des membres ne doivent pas être inférieures à (1)..... des recettes. Le Congrès du Parti ou le C. C. décident du montant de la cotisation.

Une partie des cotisations sera remise à la caisse... (1), une autre partie à la caisse... (1).

48° Les membres du Parti qui, sans raison suffisante, ne s'acquittent pas de leurs cotisations pendant trois mois, sont considérés comme radiés. La radiation est communiquée à l'assemblée intéressée.

XIV. — Fractions.

49° Dans toutes les organisations et les organes ouvriers et paysans, extérieurs du Parti (syndicats, coopératives, sociétés de culture et d'éducation, sociétés sportives et autres, anciens combattants, conseils d'usines, chômeurs, dans les congrès et conférences, dans les conseils et les administrations municipales, dans les parlements, etc...) où se trouvent au moins deux communistes, doivent être organisées des fractions communistes destinées à augmenter l'influence du Parti et à appliquer sa politique dans les institutions extérieures du Parti.

50° Les fractions sont les organes du Parti dans les organisations extérieures du Parti. Elles ne sont pas autonomes, mais soumises aux directions (aux comités) du Parti et aux fractions supérieures de l'organisation intéressée. La fraction est autonome dans ses questions de vie intérieure et de travail courant. En cas de divergences entre le Co-

(1) Le prochain congrès en fixera le pourcentage et la répartition.

mité du Parti et la fraction, le Comité est tenu d'envisager la question une nouvelle fois avec un représentant de la fraction et de prendre une décision à appliquer immédiatement et obligatoirement par la fraction; la question sera tranchée définitivement par l'instance du Parti immédiatement supérieure. Dans l'intervalle, la fraction est tenue d'appliquer la décision du Comité du Parti.

51° Quand le Comité du Parti discute de questions concernant une des fractions, il invite un représentant de la fraction intéressée, qui a voix consultative.

52° Les fractions communistes nomment leurs directions, nomination ratifiée par la direction correspondante du Parti. Les directions des fractions sont responsables de l'activité de la fraction vis-à-vis du Comité correspondant du Parti.

Le Comité de Parti intéressé a le droit de déléguer des membres dans la direction de la fraction, et d'en rappeler des membres en donnant à la fraction les raisons d'une telle mesure.

53° La fraction, en accord avec le Comité correspondant du Parti, présente des candidats à tous les postes importants de l'organisation dans laquelle elle travaille. Le passage de camarades isolés d'une fraction dans une autre est déterminée par le Comité correspondant du Parti.

54° Toute question appelée à être tranchée dans l'organisation où militent la fraction doit auparavant être discutée en assemblée générale de la fraction ou par la direction de celle-ci.

Dans toute question tranchée au sein de la fraction, les membres de la fraction interviennent et votent en bloc à l'assemblée générale de l'organisation intéressée. En cas d'infraction à cette règle, les organes du Parti prennent des mesures disciplinaires.

XV. — Rapports avec la jeunesse communiste

Entre toutes les directions de l'organisation du Parti et de la Jeunesse Communiste, de la cellule jusqu'au Comité Central, est établie la représentation mutuelle avec voix délibérative. De même, la Jeunesse Communiste reçoit à tous les Congrès du Parti une représentation proportionnée à sa force.





La bataille ouvrière du 1^{er} au 15 mars ⁽¹⁾



Essai de statistique des grèves

La statistique que nous donnons ci-dessous sera, certes, loin d'être complète. De trop nombreux éléments nous manquent encore. Telle quelle, elle donne néanmoins des éléments approximatifs.

Il appartiendra à nos camarades du Parti et des syndicats de rectifier nos erreurs, de compléter nos informations.

Par la suite, avec l'aide de tous, nous améliorerons cette rubrique, puis, après avoir donné la statistique des grèves mensuelles, nous tirerons les conclusions et les leçons qui s'en dégagent.

Pour la période du 1^{er} au 15, nous n'avons ici qu'une partie des industries en lutte. Il y a les principales, sauf le Textile.

Notre prochain article donnera la statistique des grèves du mois de mars pour les industries ne figurant pas aujourd'hui dans notre liste, et celle des grèves du 16 au 31 mars, pour celles mentionnées.

D'autre part, nous y réparerons toute omission qui nous sera signalée et ajouterons tous détails intéressants qui nous seront communiqués.

Mais, pour mener à bien notre travail, nous prions instamment nos camarades du Parti (régions, rayons, cellules) et de la C.G.T.U. (U.D., Fédérations, Syndicats), de bien vouloir adresser à « La Vie Sociale », Humanité, 142, rue Montmartre, Paris-2^e, une notice sur toutes les grèves, mouvements revendicatifs, manifestations pour les salaires, obtention d'avantages avec ou sans grève, signatures de contrats, etc., dont ils auront connaissance.

Ils nous aideront ainsi à dresser une statistique sérieuse de « La Bataille Ouvrière », en spécifiant bien les points ci-dessous :

- 1° Le lieu, avec le département;
- 2° L'industrie, la profession;
- 3° La date exacte de l'entrée en grève;

(1) La parution de notre numéro spécial nous a astreints à retarder la publication de cette étude.

5° Le nombre d'ouvriers de l'entreprise touchée, avec indication de celui des femmes, des jeunes, des ouvriers étrangers;

5° Le nombre d'ouvriers en grève, avec les mêmes spécifications;

6° Les salaires payés au moment de l'entrée en lutte;

7° L'augmentation demandée ou les autres raisons du conflit;

8° La date de la fin de la grève et de la reprise du travail, avec les avantages obtenus, s'il y en a;

9° Le nombre de syndiqués (à quelle C.G.T.) avant et après le mouvement.

J. RAVEAU.

Agriculture

Métayers landais. — Foyer de la lutte : Ygos-Saint-Saturnin. Plusieurs milliers de grévistes. Cause : répartition des produits du sol. Avant la grève : moitié pour le propriétaire, moitié pour le métayer ou 2/3 et 1/3. Les métayers réclamaient : 3/4 pour eux et 1/4 pour le « maître ». Grève engagée le 10 mars. — **CARACTÉRISTIQUES :** Il y a un syndicat des métayers d'Ygos-Saint-Saturnin. Le mouvement a été aidé par les confédérés. Le samedi 13 mars, trois députés des Landes, MM. Bouyson, Deyris et Lassalle, ont eu une entrevue avec le Conseil syndical. Le même jour, ces trois députés ont assisté à une réunion des propriétaires, à la Préfecture. Ceux-ci ont fait quelques concessions : partage au quart pour le maïs, mais ils maintenaient le tiers pour le seigle. Les métayers maintinrent leur point de vue : le quart pour toutes les récoltes. Le 14, une grande manifestation a eu lieu, à laquelle prirent part plus de 3.000 métayers. Rey, de la C. G. T., a fait une tournée régionale de conférences, à Carsen, Ponson, Villenave, Morcenx, Gelaux, Arrangosse, Luglon, Sabres, Vert et Garcin. Des syndicats confédérés ont été constitués. Le 25 mars la lutte continuait. Parmi les revendications, signalons encore celle « d'envoyer leurs enfants à l'école de leur choix ».

Alimentation

Agitation en général. — Il y a, dans cette industrie, deux points principaux d'agitation : contre la violation par les patrons de la loi contre le travail de nuit en boulangerie, et, chez les bouchers-étaliers, pour le repos hebdomadaire du lundi. Pour les premiers, une loi votée par la Chambre, interdisait — même au patron — de travailler la nuit. Ceux-ci ont considéré cela comme

une atteinte à la « liberté individuelle ». La Commission du Sénat n'a pas voulu ratifier le texte de la Chambre. L'agitation ouvrière se poursuit. Pour les bouchers-étaliers, une circulaire préfectorale vient de leur donner satisfaction. Mais l'agitation continue néanmoins, pour imposer l'application de la loi. Le 13 mars un grand meeting a eu lieu à Wagram, pour les boulangers. Les bouchers en préparent un pour le 29.

Biscuitiers et Pâtisseries de la Maison Boucart (anciennement Plouvier), quai de Jemmapes, à Paris. — Quelques jours avant la grève, le syndicat unitaire, par tracts, avait invité le personnel à assister à une réunion à la Bourse du Travail. Le jour de cette réunion, le patron, avisé, annonça dans l'usine que tout le personnel ferait une heure supplémentaire. Il voulait ainsi empêcher ses ouvriers d'assister au meeting. Il ne réussit pas. Le lendemain, 13 mars, il renvoyait deux camarades. Tout le personnel se mit en grève. Après cinq jours, le 19, rentrée. Ils avaient demandé 0 fr. 50 d'augm. Ils obtenaient 0 fr. 25 pour toutes catégories, et le respect du droit syndical. Aucun renvoi.

Laiterie Amiot, à Montdidier (Somme). — Après 24 heures de grève, le personnel, tous jeunes syndiqués, obtient une augmentation de 90 francs par mois. Le 17 mars,

Minoterie Catry, à Marçay-en-Barœul (Nord). — Au 10 mars. Demandèrent 0 fr. 25 d'augmentation. Rentrée le 25, avec 0 fr. 20 d'augmentation.

Boulangers de Nice et de Cannes. — Ont obtenu entière satisfaction en mars. A Cannes, la grève (46 ouvriers) aurait débuté le 1^{er} mars. A Nice (plusieurs centaines), ayant déposé un cahier de revendications en octobre 1925

et n'ayant pas reçu de réponse, sont entrés en grève en mars.

Boulangers de Bordeaux (Confédérés). — Sans grève, ont fait relever la base de salaire à multiplier par l'indice de 5 francs à 5 fr. 75. Les salaires, à dater de mars, sont les suivants : Aides, 25 fr. 30; brigadier, 26 fr. 30, pour une production de 200 kilos de pain par ouvrier. Toute production dépassant ce chiffre, sera payée en sus à raison de 0 fr. 13 le kilo. Les pains de fantaisie (poids fabriqué) seront majorés de deux francs par cent. L'échelle mobile est acceptée. Chaque ouvrier touchera un kilo de pain.

Salaisonniers de Fécamp (Seine-Inférieure). — Après une grève de quelques semaines ont repris le travail le 13 mars. Nombreuses femmes. Victoire. Contrat signé, augmentation et échelle mobile.

Bâtiment

Chaufourniers de Lille (Fours à chaux de la Maison Dufermont-Tournant). — En grève du 17 mars. Réclament le respect des us et coutumes, 0 fr. 50 d'augmentation et l'échelle mobile. Le 20, obtiennent une augmentation horaire de 0 fr. 25; dix minutes de repos dans la matinée et dans la soirée; la journée de huit heures sans aucune dérogation.

Marbriers-granitiers d'Aulnoye (Nord). — Les ouvriers réclamaient 0 fr. 30 d'augmentation. En grève le 1^{er} mars. La firme est la Société Graniterie du Nord (Gauthier-Rembach). — Les salaires sont de 3 fr. 85 à 4 fr. 60. Ce sont des ouvriers d'art. Continue le 15. Le patron avait offert un sou d'augmentation! Le front unique s'est réalisé entre les syndicats unitaire et confédéré.

Bâtiment d'Halluin. — Grève du 1^{er} mars. Rentrée le 9, avec augmentation de 0 fr. 25 à 0 fr. 50.

Bâtiment de Tourcoing. — En grève du 6 mars. Il y a 300 grévistes. Les réformistes essaient de faire accepter une augmentation dérisoire. Continue le 15.

Bâtiment de La Bocaboule (Pas-de-Calais). — 150 ouvriers en grève du 7 mars. Continue le 15.

Bâtiment de Fécamp (Seine-Inférieure). — En grève du 8 mars. Revendiquent les 8 heures, une augmentation, l'échelle mobile et la réintégration du secrétaire du syndicat, auquel on a donné les huit jours de préavis de débauchage. Continue le 15. Les entrepreneurs, le 20, refusent l'entrevue

proposée par le maire. Ils disent n'avoir rien à dire à leurs ouvriers. L'arbitrage sera demandé à la Préfecture. Les patrons ne cessent de réclamer l'intervention de la gendarmerie. Par représailles, tous ceux de Fécamp, toutes industries, ont supprimé les allocations familiales établies l'an dernier. Plus de 350 grévistes.

Bâtiment de Thouars (Deux-Sèvres). — Entrée en grève le 10. Demande d'augmentation 0 fr. 50 de l'heure. Rentrée le 15, avec 0 fr. 25.

Bâtiment de Granville (Manche), Maison Brien et Bauges. — Après quelques jours de grève, obtiennent, le 5 mars, 0 fr. 50 d'augmentation horaire.

Peintres de Lorient. — En grève du 1^{er} mars. Demandent que le salaire horaire minimum soit porté de 2 fr 75 à 3 fr. 25. Les patrons n'offrent que 0 fr. 25 d'augmentation horaire. Continue le 15. Confédérés.

Carriers d'Hennebont (Morbihan). — Après deux jours de grève, obtiennent 0 fr. 10 d'augmentation horaire. Confédérés.

Couvreurs et zingueurs de Brest. — En grève du 15. Front unique réalisé.

Bâtiment du Havre. — Grève du 20 février. Continue le 15. Le 22, rentrée. Défaite. Étaient entrés en lutte par solidarité avec les terrassiers, partis le 8 février. Les salaires des professionnels du bâtiment étaient de 2 fr. 85. Le patronat les a portés à 3 francs de l'heure.

Couvreurs du Havre. — Après une grève de trois semaines, ont obtenu une augmentation horaire de 0 fr. 50. Rentrée le 7 mars. Les autres corporations du Bâtiment, entrées en grève par solidarité, y sont restées.

Terrassiers du Havre. — En grève du 13 février. Continuait le 15. Le 19 mars, des quartiers entiers sont privés d'eau ou de communications téléphoniques. Des conduites de gaz prennent feu faute d'entretien. Les patrons ont refusé l'arbitrage du préfet. Les salaires, avant la grève, étaient de 2 fr. 65 de l'heure. Les patrons offraient 2 fr. 85. Au cours de la lutte, le nombre des grévistes, terrassiers et Bâtiment, s'est élevé à 3.000.

Peintres de Cherbourg. — Rentrée le 15 mars après 15 jours de grève. Obtiennent 0 fr. 25 d'augmentation horaire.

Maçons de Rumilly (Haute-Savoie). — Entrée en grève le 8. Revendiquent 0 fr. 90 d'augmentation horaire. Grand nombre de grévistes. Plusieurs entre-

prises touchées. Rentrée le 15 mars. Obtiennent augmentation de 0 fr. 50 par heure.

Carriers d'Étrochey (Côte-d'Or). — En grève le 15 mars pour une augmentation de salaires. La maison touchée est l'entreprise Cavalier, exploitation de pierres de taille. Reprise le 26 avec une augmentation de salaires.

Tuiliers de Passavant (Haute-Saône). — En grève du 1^{er} mars. Reprise du travail le 11, avec une augmentation de salaires. 300 grévistes.

Granitiers de Hinglé (Côtes-du-Nord). — Depuis près de trois mois sont en grève. Les patrons offrent aux polisseurs de travailler aux pièces. Continue le 15.

Bâtiment d'Antibes (Alpes-Maritimes). — En grève du 15 mars. Réclament 4 fr. 75 de l'heure pour tous les professionnels et 3 fr. 75 pour les manœuvres. Des cortèges défilent dans les rues. L'Internationale et Bandiera Rossa ralentissent aux oreilles des bourgeois en villégiature. La main-d'œuvre étrangère est assez élevée. Les grévistes, dans leurs cortèges, portent des pancartes sur lesquelles sont inscrites leurs revendications. Rentrés le 28, obtiennent 2 fr. 95 de l'heure au lieu de 2 fr. 40 pour les manœuvres, 3 fr. 95 au lieu de 3 fr. 30 pour les maçons. Les menuisiers restent en lutte.

Terrassiers de Saint-Etienne. — En grève du 1^{er}. Rentrée le 10.

Terrassiers de Molières-sur-Cèze (Gard). Entreprise Ortuno. — En grève du 8. Reprise du travail le 14, aux anciennes conditions.

Maçons d'Alais (Gard). — En grève du 15 mars. Demandent augmentation de 2 fr. 50 à 4 fr. 50 par jour. Les entrepreneurs de cette ville et des environs repoussent, le 22 mars, les demandes d'augmentation.

Tuiliers de Cessenon (Hérault). — En grève à fin janvier. Continuait le 15. Le 20 mars, après 55 jours de grève, victoire.

Bâtiment de Saint-Tropez (Var). — En grève du 1^{er} mars.

Peintres d'Angoulême. — En grève du 8. Augmentation de salaires. Continue le 15.

Bâtiment de Carmaux (Tarn). — Grève générale du lundi 8 mars. 300 grévistes. Revendiquent une augmentation de 1 franc de l'heure (32 francs par jour au lieu de 24).

Peintres et menuisiers, maçons et manœuvres de Salon (B.-d.-R.). — Grève du 8 mars. Rentrée le 15. Menuisiers et peintres obtiennent 2 francs d'augmentation par jour; maçons et manœuvres acceptent offre patronale : 19 et 21 francs par jour.

Tuiliers de Charenton-sur-Cher. — En grève du 1^{er}. Avec ceux de Saint-Pierre-des-Étieux localité voisine ils réclament une augmentation de 40 p. 100. Continue le 15. Le 26, le mouvement se termine par un échec.

Maçons, plâtriers, serruriers, charpentiers, couvreurs de Pithiviers (Loiret). — En grève du 6. Le 9 mars, un accord intervient par arbitrage du juge de paix. Les grévistes obtiennent 0 fr. 40 d'augmentation horaire, une indemnité de déplacement de 6 francs et l'échelle mobile. Confédérés. Revendiquaient 60 centimes.

Entreprise de terrassement Lableye et Teusseire, à Vicq-le-Comte (Puy-de-Dôme). — Les terrassiers du chantier de la Banque de France entrent en grève le 10 mars. Le mouvement est général. Tous les Italiens et Français sont sortis. Les gendarmes font pression sur les grévistes italiens qu'ils menacent d'expulsion. Les patrons cherchent à racoler des ouvriers à Paris. Continue le 15.

Maçons de Mehun-sur-Yèvre (Cher). — Rentrée le 17. Après quelques jours de grève ont obtenu 0 fr. 25 d'augmentation horaire.

Sculpteurs ornementistes de Bordeaux (Maison Vignal 21, rue Colbert). — Toutes les maisons de Bordeaux avaient accordé, par accord, 10 p. 100 d'augmentation. Seule, cette maison refusa. En grève le 10 mars.

Cimentiers de l'entreprise Sainrapt et Brice (chantiers de la Banque de France), région parisienne. — Au nombre de 800, entrent en grève le 8 mars. Le directeur avait renvoyé les délégués chargés du cahier de revendications. Le 12, rentrée, sur promesse de la direction qu'une augmentation sera accordée et qu'il n'y aura pas de renvois pour faits de grève. Les militants, cause indirecte du conflit, sont néanmoins sacrifiés. Ils ont accepté cette solution.

Charpentiers en bois de la Maison Guyon (région parisienne). — Le 15, réclament 0 fr. 25 d'augmentation horaire et refusent de faire plus de huit heures.

Charpentiers en bois et en fer, serruriers, menuisiers de la maison Lapeyrière (rue de l'Église). — Entrée en grève le 15 mars. Le 18 mars, après trois jours de lutte, obtiennent 0 fr. 25 d'augmentation horaire. Revendiquaient 0 fr. 50.

Entreprise Baudet-Donnon-Roussel, à Argenteuil (charpentes en fer et serrurerie). — Au départ, six chantiers et deux ateliers. 500 grévistes. Causes : suites du mouvement du 1^{er} mars et demande d'augmentation. Respect des huit heures. Entrée en grève le 2 mars (charpente en fer), par la suite, les ateliers de serrurerie entrent dans le mouvement. Les serruriers des ateliers ont suivi le mouvement des charpentiers en fer des chantiers. Sur trois ateliers : rue Saussure, à Paris, à Argenteuil et à Saint-Denis, les deux premiers seuls sont sortis le 17. Sur les 8 chantiers, 7 sont à Paris, 1 est à Gennevilliers.

Ouvriers des cimetières. — Une demande de 0 fr. 50 d'augmentation horaire a, après quelques grèves, été accordée à peu près partout. Le 15 mars, il ne restait comme grévistes, que ceux travaillant pour les entreprises des cimetières de *Saint-Ouen et de Montparnasse*.

Terrassiers des Entreprises Saignat, Jardins, Halloche, Haour. — 800 grévistes au total. Travaux de la ligne du P.-O., Ivry-Juvisy : dès les premiers jours, les gendarmes ont occupé la voie. Le 24, les ouvriers de l'entreprise Saignat rentrent. Ils obtiennent 0 fr. 25 d'augmentation. Les entreprises Jardins, Halloche, Haour restent en grève. Les grévistes réclament le tarif : 4 fr. 50 et 4 fr. 75. Ils sont payés 3 fr. 25 et 3 fr. 75.

Serruriers de la maison Soulage, 9, rue de Lorraine, Paris. — Après quelques jours de grève, rentrent le 11, avec une légère augmentation.

Serruriers de la maison Verdon, 130, rue Martre, à Clichy. — Le patron ayant renvoyé un militant, les ouvriers se font régler, le 10 mars.

Charpentiers de la maison Nadeau, chantier du 9 et 11, avenue de Saint-Mandé, Paris. — Sur refus de payer les primes pour travaux insalubres et déplacements, les ouvriers quittent le travail le 8. La maison est mise à l'index. Continue le 15.

Terrassiers de l'entreprise Gianoli. — Sur le chantier de l'usine Ballot, à Bagneux, la direction ayant renvoyé les camarades qui quittaient à la huitième heure, la grève est déclarée dans la première semaine de mars. Sur le chantier Léon Maignan, avenue Friedland, à Paris, grève des bras croisés, et départ à la huitième heure. La grève continue sur les chantiers de la Madeleine, rue Réaumur, avenue de Wagram, rue Matignon, avenue Montaigne.

Scieurs de pierre tendre confédérés de la Seine. — Ont déposé leur cahier de

revendications : 6 francs de l'heure, 8 heures, hygiène, sécurité, réglementation du travail des étrangers.

Les ouvriers du Bâtiment de Vanves ont obtenu, après quelques jours de pourparlers, 0 fr. 25 d'augmentation horaire.

Les marbriers de Molinges (Jura) ont obtenu 10 p. 100 d'augmentation sans grève.

Charpentiers en bois. — *Revendications obtenues sans grève, après le mouvement du 1^{er} mars : Maison Restout, à Courbevoie, 0 fr. 75 d'augmentation horaire, ce qui porte le salaire à 5 francs de l'heure ; Maison Michaud, à Puteaux, 0 fr. 50 d'augmentation, salaire 4 fr. 75 ; Maison Martin, à Puteaux, 0 fr. 25. Le tarif pas payé ; Maison Chabunaud, à Nanterre, les camarades ont pris leur compte. Le syndicat demande à ceux qui se feront embaucher d'exiger 5 fr.*

Terrassiers. — *Maison Bruneau, de Boulogne, accorde les 4 fr. 50 et 4 fr. 75 ; Maison Versillé, à Paris, accorde 4 fr. 50 et 4 fr. 75 ; Chantiers Ludvig frères, à Arcueil, accorde, le 8, les 4 fr. 50 et 4 fr. 75 ; Maison Haour, qui payait 3 fr. 75, accorde 4 fr. 25 et 4 fr. 50 ; le 1^{er} avril accordera tarif : 4 fr. 50 et 4 fr. 75.*

Dans le Nord, à Roubaix, Lille, Armentières, Commines, etc., à la seule menace de grève faite par les syndicats intéressés, ayant réalisé le front unique entre unitaires et confédérés, des augmentations de 0 fr. 25 à 0 fr. 35 l'heure ont été accordées.

Bijouterie, Orfèvrerie, Horlogerie

Tourneurs, fondeurs et soudeurs potiers d'étain de la Maison Rateau et Langis, rue Miguel-Hidalgo, à Paris. — En grève à fin janvier, à la suite du renvoi de deux camarades et pour une augmentation de salaires. Le mouvement continuait encore le 20 mars. La presse patronale en a annoncé l'échec. Nos camarades du Bijou n'en ont plus parlé à dater de la troisième semaine de mars.

Horlogers-penduliers de la Maison Ibou, Bonnet et Carry. — Grève du 15 mars. Augmentation de 0 fr. 50 l'heure pour les ouvriers, 15 p. 100 des pièces pour la façon en chambre, et 1 franc par pièce pour les polisseurs.

Bois

Agitation. — Le 12 mars, le syndicat réunit, à Montreuil (centre industriel, avec le faubourg Saint-Antoine, des maisons de meubles), les ouvriers des maisons Deiss, Bordelet, Lasvigne, San-

dallier, Chautemps, Duvallet, Burgas et Nagel.

— Le 16 mars, à Paris, grande réunion intersyndicale. Objet : Protestation contre le décret d'administration publique qui met la journée à 9 et 10 heures, à la suite des dérogations.

Ebénisterie Sage, quai de Jemmapes. — Ebénistes, menuisiers, mouleurs en bronze, vernisseurs et scieurs-découpeurs entrent en grève le 4 mars. Revendiquent 0 fr. 25 d'augmentation horaire. Rentrée le 11. Echec. Les militants sont licenciés. CARACTÉRISTIQUE : La Maison a fait insérer dans la presse bourgeoise, des petites annonces pour demander du personnel. Elle est ainsi parvenue à recruter des jaunes.

Fâtiens de la Maison Courtois, 12, impasse du Maine, à Paris. — En grève le 27 février. Rentrée le 6 mars, avec 0 fr. 50 d'augmentation horaire.

Ebénistes de la Maison Anselme, 29, rue de Montreuil, à Paris (fabrique de meubles). — En grève le 9 mars. Revendiquent 0 fr. 50 d'augmentation horaire, qu'ils opposent à une diminution que veut leur faire subir le patronat. CARACTÉRISTIQUE : Après discussion avec la direction, les ouvriers avaient réduit leur revendication de moitié : 5 p. 100. Le patron installa alors une machine à poncer et entendit diminuer ses ouvriers. Comme toujours, le patronat, non seulement veut tirer de plus grands bénéfices du machinisme, mais entend aussi en faire payer les frais de premier établissement par ses ouvriers.

Maison Marmesse (fabrique de meubles), 102, rue de Charonne et 107, rue de Charenton. En grève du 9 mars. Augmentation des salaires. Rentrée le 17, avec entière satisfaction.

Saint-Claude (Jura), Maison Lacroix et Dallien. — A la suite de l'entrée en masse de ses ouvriers au syndicat, cette maison lock-outa son personnel (commencement de mars). Tous les camarades sont réintégrés et les huit heures seront appliquées. CARACTÉRISTIQUES : Un patron qui s'insurge contre la loi (droit syndical et huit heures), ferme sa maison. Ce cas n'est pas isolé. Toute la classe ouvrière de Saint-Claude, sans distinction de tendances, a soutenu les lock-outés. Victoire obtenue grâce à l'unité d'action intercorporative.

Etablissements « Les Arts du Bois », à Toulouse. — 250 ouvriers et ouvrières en grève du 1^{er} mars.

Miroitiers de Lyon. — En grève du 1^{er} mars.

Scieries de Fellerles (Nord). — En grève du 7 mars.

Tonneliers de Perpignan. — En grève du 15 février. Revendiquent 3 francs par futaille et une journée de 30 francs. Obtiennent satisfaction le 4 mars.

Tonneliers d'Aubagne (Bouches-du-Rhône). — En grève du 20 février. Rentrée le 4 mars, avec une augmentation de 20 p. 100.

Scieries de Villers-Cotterets (Aisne). — 300 grévistes. Rentrée le 8, avec une augmentation de salaires.

Tonneliers de Cognac et Jarnac (Charente). — Grève du 15 février. Le 4 mars, obtiennent augmentation et les huit heures.

Tonneliers de Bordeaux (enclos des Merrains). — Sans grève, obtiennent, le 4 mars, augmentation.

Fabrique de meubles Weller, à Epinal. — En grève le 12 mars, pour une augmentation de salaires.

Fabrique de meubles, à Saint-Pantaléon (Saône-et-Loire). — En grève le 7 mars. Réclament 20 p. 100 d'augmentation.

Ebénistes de Roubaix (Nord). — La fabrique Wichart accorde, le 8, 0 fr. 35 d'augmentation horaire. D'autres maisons restent en grève.

Charpentiers en barques du Havre. — Après sept semaines de grève, obtiennent 26 francs par jour le 4 mars. Demandaient 28 francs.

Scieurs des usines Lautier, à Carpentras (Vaucluse). — Victoire le 1^{er} mars : 2 francs d'augmentation par jour.

Fabrique de meubles Beiller et Arnaud, à Juillac (Corrèze). — Victoire le 17.

Cheminots

Manifestations. — A Paris, le 4, à la garde du Nord (2.000).

— En *Alsace-Lorraine*, le préfet interdit un meeting. Charges.

— Le 9 mars, à *Amiens*, 4.000 cheminots manifestent.

— Le 10 mars, à *Lyon*, 2.000 cheminots manifestent devant la préfecture. Du 22 au 28 février, il y avait eu des manifestations dans toutes les gares de Lyon.

— Le 10 mars, à *Lille*, les cheminots de la région se rendent en cortège à la préfecture.

— Le 17 mars, à *Tours*, 800 cheminots ont parcouru les rues en cortège, réclamant l'amnistie administrative et la réintégration des révoqués.

Cheminots de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). — Grève d'un quart d'heure, le 13 mars, durant l'envoi d'une délégation à la direction.

Casablanca (Maroc). — En grève du 8 mars. Après trois mois de pourparlers, 300 grévistes. Revendiquent 30 p. 100 d'augmentation, les huit heures et la constitution d'une caisse de prévoyance. CARACTÉRISTIQUES : Le mouvement n'a été que partiel. Aussi les grévistes ont-ils tenté de débaucher les jaunes à Rabat, à Kenitra, sur toute la ligne. Il y a eu de violentes bagarres. Toutes les gares de la ligne ont été occupées militairement.

Coiffure

Coiffeurs d'Alger. — En grève du 6 mars. Augmentation de salaires et repos dimanche après-midi.

Coiffeurs de Brest. — Agitation. Revendiquent 30 francs par jour.

Cuir et Peaux

Agitation. — Le 18 mars, réunion à Paris du personnel des Maisons Julienne et Argence (cousu-main). Assemblée générale du cousu-main le 9 mars.

Chaussures (Maison Lebègue et Rousselle). — En grève du 15. Reprise le 22. Victoire.

Maison Perugia. — Entrée en grève le 8 mars. Solidarité avec les camarades en grève de la même maison de Nice. Rentrée le 16. Accord signé par le patron : 30 p. 100 d'augmentation pour tout le personnel de toutes spécialités. Vacances payées à tous les ouvriers de l'intérieur, comme l'avaient déjà ceux de l'extérieur. Le contrat s'appliquera aussi à Nice. CARACTÉRISTIQUES : A Nice, les ouvriers de cette maison, ainsi que ceux de la Maison Hellstein, étaient en grève. Le syndicat a très justement agi en demandant aux camarades parisiens de ces maisons de sortir aussi. Il est nécessaire que, partout, cette méthode de lutte soit employée. Nos camarades du Bâtiment cherchent à la mettre en pratique parce qu'ils appellent la constitution de cartels de firmes. Il est à souligner que l'action de Paris a eu sa répercussion à Nice, de même que la signature du contrat par la maison Perugia a engagé la Maison Hellstein. Ainsi s'avère la nécessité du front unique, passant même par-dessus les divisions géographiques.

Maison Saradjan (chaussures), rue Mélingre, à Paris. — En grève du 10 mars, pour une augmentation de salaires.

Chaussures Hubert, 23, rue du Tunnel, à Paris. — Entrée en grève le 15 mars.

Maison Hellstein. — Entrée en grève le 8 mars. Le 15 mars, après huit jours de grève, obtiennent l'unification des tarifs, 30 p. 100 d'augmentation et un congé annuel payé. CARACTÉRISTIQUES : Étaient entrés en grève par solidarité avec leurs camarades de la même maison, de Nice.

Maison Cograune et Grignol, 80, rue Pixérécourt, à Paris. — En grève du 15 mars.

Chaussures Leroy, rue Pelleport. — En grève du 15 mars.

Maison Douéat, 23, rue Broca, à Paris (sellerie, articles de voyage et courroie mécanique). — En grève du 25 février. Continue le 15 mars.

Chaussures Parisiennes, à Paris. — En grève du 15 mars.

Chaussures Koretzki, à Paris. — En grève du 13.

Maison Roger (chaussures). — Ouvrières maillocheuses. — En raison de l'attitude d'une contremaîtresse, mise à l'index de la maison, pour les maillocheuses, le 10 mars.

Chaussures Salliet, 155, rue de Belleville. — En grève du 17 février. Continue le 15 mars.

Tanneurs de Romans (Drôme), usine Carraz et Caty. — Reprise du travail le 11 mars, avec une augmentation de salaires de 3 à 20 p. 100 selon les catégories. CARACTÉRISTIQUES : La grosse majorité des grévistes appartenait au syndicat unitaire. La classe ouvrière a apporté une large contribution financière aux grévistes, qui ont pu, ainsi, « tenir le coup ». Le syndicat, à la suite de cette victoire, voit ses rangs grossir. Les chiffres de 3 à 20 p. 100, signifient que les plus hauts salaires ont eu le minimum d'augmentation et les plus bas le maximum.

Grève générale de la chaussure à Lyon. — Plus d'un millier de grévistes. Du 1^{er} mars. Continue le 15.

Eclairage et force

Centrale thermique de Casablanca (Maroc). — En grève au commencement de mars. Après une dizaine de jours, la direction accepta les revendications. Dans l'*Humanité* du 21 mars, notre camarade Midol a consacré un article à ce mouvement.

Employés

Employés et Comptables d'administration de Fécamp. — Le Conseil municipal a été saisi par eux d'un cahier de revendications. Ils ont obtenu une augmentation de 10 p. 100.

Employés d'assurances. — Une agitation est en cours. De nombreuses réunions ont été tenues.

Etablissements militaires

Manufacture d'armes de Châtellerault (Vienne). — Le 13 mars, manifestation dans la rue pour obtenir l'examen du bordereau de salaires refusé par la direction.

Livre-Papier R. P.

Cartonnage Bourgeois, à Paris. — Sur simple présentation du cahier de revendications, les ouvriers et ouvrières obtiennent, le 2 mars, 0 fr. 20 d'augmentation horaire. Tout le personnel (hommes et femmes) est syndiqué.

Livre

Imprimeries de Chaumont (Haute-Marne). — Grève de toutes les maisons, le 8 mars.

Imprimeurs et lithographes du décor de la Céramique, à Limoges. — En grève depuis le 22 décembre. Rentrée le 4 mars, avec une augmentation de 0 fr. 25 de l'heure.

Grève générale du Livre à Orléans. — 250 ouvriers en grève. Confédérés en grosse majorité. Depuis fin janvier. Les patrons avaient dû précédemment accorder des vacances payées à leurs ouvriers. De plus, ils s'étaient engagés à ajuster automatiquement les salaires sur ceux de la Région parisienne, aux quatre cinquièmes. Lors de la dernière augmentation accordée à Paris, les patrons orléanais se refusèrent à tenir leur parole. La grève continuait le 15. Les journaux ne paraissent pas. Les patrons éditent un seul organe : *La Feuille Commune*.

Marine marchande

Radio-télégraphistes du Havre. — Le 6 mars, grève de protestation de 24 heures contre le refus de la Compagnie Radio-Maritime d'examiner leurs revendications.

Métaux

Grève du Bronze de la R. P. — Dès la fin janvier, à la suite d'une assemblée corporative, les cahiers de revendications ont été présentés dans plu-

sieurs maisons. Une grève-tampon a touché une à une, la plupart des maisons. Parmi les maisons touchées, citons : *Palmade, Hugues, Doré et Bathmann, Jansen* (où les ouvriers de l'aménagement firent cause commune avec ceux du bronze), *Leblanc et Barbedienne, Mignot, Biès, Raumont, Kieffer, Massin et Delisles, Bris, Bloch, Jehan, Cœur, Benoîsin, Fournier, Kaesberg, Blanc, Brærmann, rue Pasteur, Furières*. Le patron le plus combatif, Biès, au cours de la lutte, recevait de ses confrères les appareils dont il avait besoin pour sa clientèle. A la date du 24 février, 600 grévistes avaient obtenu satisfaction. Le 15 mars, il ne restait plus que Brærmann et Biès en grève. Le 17, Biès céda. Le travail reprend le 22.

Grève générale du Bronze-Imitation de la R. P. — Déclanchée le 8 février. Dès le premier jour, la maison *Raphanel* (président de la chambre syndicale patronale) est touchée. Le 15 mars, tous les grévistes, en vertu de la décision de l'assemblée corporative du 13 mars, reprennent le travail avec une augmentation. Seuls, ceux de la maison *Cœur et Mendel*, où l'augmentation n'est pas accordée, soutiennent la lutte.

Grèves des Fonderies de la R. P. — Durant février, une série de grèves se sont déclanchées dans les fonderies parisiennes. Le mouvement s'est poursuivi jusqu'aux premières semaines de mars. Parmi les maisons touchées, citons : *Petit-Wicart, à Saint-Ouen; Serre, dans le 11^e; Andro, dans le 3^e; Rouarre, 11^e; Bertin, Derchinger* (président du syndicat patronal); *Fonderie de la Madeleine, à Noisy-le-Sec; Fonderie de la Folie; Fonderie Nouvelle*. Au 15 mars, tous ces mouvements étaient terminés. Des augmentations étaient accordées.

Carrosserie Amilcar Merqyl, à Courbevoie. — Le 2 mars, la direction voulant faire subir aux ouvriers une diminution de salaires de 10 0/0, ceux-ci firent une grève des bras croisés de deux heures. Le lendemain, lock-out, qui touche 300 ouvriers. La grève s'est terminée le 12 mars par un demi-échec. Des jaunes furent embauchés durant le mouvement. Il y eut des défections. Quelques salaires seulement furent augmentés.

Ouvriers de la Société Industrielle des Téléphones, à Bezons, rue de la Villa-Gauthier. — En grève du 12. Rentrée après quelques jours, sans satisfaction.

Donnet-Zedel, à Nanterre. — En février, la direction promet 0 fr. 15 de l'heure en plus, si les ouvriers de l'ate-

lier de vilebrequins, qui en fournissaient 30 par jour à raison de 3 fr. 50 de l'heure, en produisaient quarante. Les ouvriers acceptèrent. Mais, à la paye, alors qu'ils avaient fourni les 40 outils, on ne leur donna pas l'augmentation promise. Grève de 24 heures à la suite du renvoi de cinq délégués désignés pour protester. Rentrée le 4 mars.

Donnet-Zedel, à la Jatte. — Le 23 février, l'usine de la Jatte se joignait aux grévistes de Nanterre par solidarité. Il y avait 1.500 ouvriers de touchés pour les deux usines. Rentrée le 4 mars.

Etablissements Chauvin et Arnaud (instruments de précision). — En grève du 1^{er} mars. Victoire le 15 mars, avec augmentation de salaires.

Fonderie Lobstein, à Argenteuil. — Grève du 5 mars. Réintégration d'un délégué et augmentation de salaire. Continue le 15. Le directeur ne veut accorder que des augmentations individuelles. Il a menacé d'expulser de leurs logements les ouvriers habitant dans des bâtiments appartenant à l'usine.

Lock-out Talbot, à Suresnes. — 2.500 ouvriers touchés. Du 8 mars. La direction voulant diminuer le prix de certaines pièces, une grève des bras croisés eut lieu. La diminution portait, sur certaines pièces, de 6 fr. 30 à 4 fr. 25. La maison ferme le 9 mars. Le mouvement échoue le 20.

Fonderies et ateliers de construction d'Halluin (Nord). — En grève du 10 mars. Le 20, obtiennent 3 fr. 70 pour les mouleurs; 3 fr. 75 pour les mécaniciens; 3 francs pour les manœuvres. Les patrons du Textile ayant dans leurs usines des forgerons et des mécaniciens, n'accordent pas l'augmentation.

Fonderie Savoie-Derombise, à Pont-sur-Sambre (Nord). — Grève du 15. Aucun syndiqué. L'Union locale unitaire a créé une section syndicale (près de Maubeuge).

Usine du Château-d'Eau (Maison Roux), à Brive (Corrèze). — Le 15, après vingt minutes de grève, les ouvriers, tous syndiqués, ont obtenu 2 francs d'augmentation par jour.

Usine Froger, à Angers. — En grève du 13 janvier. Il n'y avait aucun syndiqué dans la maison, qui est une filiale de Monier-Desjardins, fondeur à Paris, rue de Lourmel. Après la grève, il y avait 70 adhésions au syndicat. Victoire le 15 mars, après 70 jours de bataille. 100 ouvriers en lutte.

Chazelles-s-Lyon (deux usines). — En grève le 9 mars. Réclament 50 p. 100 d'augmentation. Victoire le 19, après arbitrage du juge de paix.

Métallurgistes de Saint-Quentin. En grève depuis le 2 mars. Augmentation de 1 franc de l'heure. 1.300 ouvriers dans la lutte. Demandent salaire horaire de 5 francs pour les fondeurs; 4 fr. 25 pour les ajusteurs, tourneurs, etc.; 3 fr. 75 pour les ébarbeurs et manœuvres spécialisés. Les patrons offrent 0 fr. 10 d'augmentation et restent intransigeants. La grève touche les maisons Gauger (construction de moteurs et machines); les *Etablissements Henry Mariolle* (machines et outillage pour sucrerie); les *Usines Lefèvre-Taconet* (machines agricoles); et les ateliers de *Fonderie Quint*.

Ces ouvriers ne gagnaient pas 20 fr. par jour. Le patron Gauger est le chef du faisceau local. Il fit à ces ouvriers cette stupéfiante réponse : « J'aimerais mieux élever des cochons dans mes usines, plutôt que de vous augmenter. » Avec la complicité du maire socialiste Tricoteaux, d'importantes forces de police (soldats et gendarmes), gardent les usines. Le 25, le mouvement était toujours en cours.

Métallurgistes de l'usine Ringwald, à Lure (Haute-Saône). — Le lundi 15 mars, la Direction a refusé de recevoir une délégation qui demandait la réintégration de la secrétaire du syndicat. Le 17, la maison rouvre ses portes. Quelques rentrées seulement. Il y a encore 450 grévistes. Rentrée le 18. La direction avait déclaré qu'il n'y aurait qu'un seul congédiement. Or, non seulement la secrétaire du syndicat n'a pas été réintégrée, mais quinze autres ouvrières ont été licenciées.

Usines Gardet, à Château-du-Loir (Sarthe) (fabrique de boîtes métalliques Gillard). — En grève du 2 mars, pour augmentation. Aucun syndiqué. Aide de l'Union unitaire. Le 8 mars, rentrée avec satisfaction : augmentation immédiate, et nouveau palier le 1^{er} juin, respect du droit syndical; aucune sanction. Un syndicat unitaire a été constitué.

Navetiers de la maison Van de Weghe, à Tourcoing. — En grève du 8 mars. Rentrée le 22 mars, avec 0 fr. 25 d'augm. horaire. Tous les ouvriers ont adhéré au syndicat.

Chânerie du Centre, à Commentry (Allier). — En grève du 15 mars. Reprise le 26, avec augm. de salaires.

Usine Commentry, à Oissel (Seine-Inférieure). — Lock-out du 17 février.

Terminé le 8 mars. Echec. Grand déploiement de police. 700 ouvriers touchés.

Métallurgistes de Saint-Lizaigne (Indre). Usine Parant, Sicard et Compagnie (fonderie cuivre et bronze). — En grève du 9, augm. de salaires.

Fonderie Moniotte, à Dôle (Jura). — En grève du 8 mars. Le lundi 15 mars, entrevue avec les patrons. Ceux-ci proposent une augmentation immédiate de 0 fr. 10 et promettent une « augmentation ultérieure suivant le rendement de l'ensemble et le mérite de chacun ». A une lettre des grévistes, datée du 20 mars, la Direction répond : « Nous vous renouvelons que nous refusons toute demande d'arbitrage, quelle que soit l'autorité à laquelle la demande aurait été formulée. » Les grévistes maintiennent : 0 fr. 20 d'augmentation de suite et une autre ultérieure. Continue le 30 mars.

Forges d'Audincourt (Doubs). — Le 1^{er} mars, en grève contre une diminution de salaires. Plus de 200 ouvriers. Le 22, continue.

Boulonneries de Chambon-Feugerolles (Loire). — Le 10 mars, grève. Revendiquent 2 francs d'augmentation (Usine Dubreuil). Cinq usines ont été touchées tour à tour.

Maison Valette et Garreau (métallurgie mécanique), à Vichy (Allier). — 40 ouvriers. Le 14 février, après la 48^e heure de la semaine, quittèrent le travail. En vertu du règlement d'administration publique, ils voulaient bien faire des heures supplémentaires, mais en exigeaient la gratification légale de 25 p. 100. Le 15 février, la maison fermait les portes. Le 28 mars, les grévistes entraient dans leur septième semaine. Le mouvement est mené par les confédérés. Il s'agit du respect de la loi. Plutôt que de s'incliner, le patron ferme son usine. Quelle garantie, en ce cas, donne la loi de huit heures aux ouvriers ? Les patrons, au cours du mouvement, ont adressé des lettres individuelles annonçant aux grévistes une augmentation de salaires.

Usine Godart, à Château-Regnault (Ardennes). Forges et Estampages. — Dépôt du cahier à la mi-février. Augmentation de 4 francs. Refus. Les patrons offrent des allocations familiales.

En grève le 26 février. Le 12 mars, victoire après quinze jours de grève. Deux francs d'augmentation par jour. Ce mouvement réussi, a eu des répercussions sur les autres usines de la région, dont les ouvriers, sans grève, ont bénéficié des mêmes augmentations. Le syndicat grossit ses effectifs.

Maison Guillermin, à Château-Regnault (Ardennes). — A la suite de la victoire des grévistes de la maison Godart, une augmentation de deux francs par jour a été accordée, sans grève. Le syndicat unitaire des Métaux grossit ses effectifs. Sur une population de 4.000 habitants, il groupe 800 métallurgistes.

Etablissements Bivoit fils aîné, boulonnerie d'Ars-sur-Moselle, Veuve Laurent-Laurent, à Château-Regnault (Ardennes). — Aux Forges et Estampage, le travail a repris, après une augmentation. Le patronat cherche à lock-outter toute la ville. C'est ainsi que les ouvriers des Boulonneries de Bagny-Braux (Société Hardy, Capitaine et Cie), ceux de la Société Laurent-Colas, Autier et Balbeaux (L.C.A.B.), ont été avisés que ces usines fermeraient le 27 mars. Le mouvement avait commencé dans la première semaine de mars. Tous jours en grève le 25.

Métallurgistes d'Arnod et de Bellegarde (Ain). — En grève du 26 février. 500 ouvriers. L'éclairage fait défaut par suite de la grève dans une usine électrique. Le 3 mars, réunion de conciliation entre délégués ouvriers et patrons, en présence du sous-préfet de Nantua et du maire de Bellegarde. Satisfaction. Une commission paritaire a été nommée pour ajuster les salaires suivant l'indice du coût de la vie. Un rappel rétroactif sera payé à dater du 15 janvier.

Atelier de constructions mécaniques Auger et Richard, à Châteaurenault (Indre-et-Loire). — Reprise du travail le 8 mars, aux anciennes conditions.

Fonderie Bellion, à Brest. — En grève du 5 mars. Réclament 1 fr. 50 d'augmentation.

Métallurgistes du Havre. — Le 3 mars, les ouvriers de plusieurs usines ont cessé le travail durant une demi-heure.



Considérations sur le front unique

On a proposé pour le front unique les formules suivantes :

Front unique par en haut. — Front unique par en bas. — Front unique par en haut et par en bas.

Le courant de droite a adopté la première solution. Il est enclin à s'adresser aux partis à base prolétarienne, c'est son expression (v. Loriot, *Cahiers du Bolchévisme*), en choisissant des mots d'ordre loyaux et acceptables par ces partis. La droite veut aller aux masses par n'importe quel moyen. Les masses ayant des besoins et des perspectives limités, il est nuisible pour le parti de prendre une position abstraite. — Il faut rester dans la *réalité* — sans quoi le *contact avec les masses* est impossible. Pour la droite, il s'agit d'effectuer une « valorisation » de forces. La social-démocratie est loyalement ménagée, devant servir de pont agréable pour arriver au gouvernement des masses ouvrières et paysannes. La social-démocratie est considérée, toujours par la droite, comme une force positive, en ce qu'elle consolide le régime démocratique, et les libertés qu'il comporte, et qui favorisent le développement du mouvement ouvrier et de la conscience révolutionnaire. La conquête des masses aux directives communistes devient ainsi un problème que l'on peut résoudre dans la légalité démocratique. Les moyens de propagande sont augmentés et avec eux toutes les possibilités d'action. La « valorisation » des forces social-démocrates nous permettrait de prévenir le danger réactionnaire dont le triomphe supprimerait tous les avantages de l'action légale.

J'examinerai plus loin comment cette préoccupation fondamentale se manifeste dans toutes les appréciations pratiques. Cette interprétation du front unique a ses défenseurs acharnés un peu partout.

Radek, Brandler, Talheimer, Graziadei, Tascq, Loriot sont les représentants les plus importants de cette tendance qui (à la suite de son application classique en Allemagne) a pris le nom de « Brandlerisme ».

Le courant de gauche a adopté la deuxième solution. Les masses se soudent étroitement à travers un processus autonome. Elles sont poussées à l'unité révolutionnaire par les forces objectives. Le parti n'a qu'à s'en tenir à des mots d'ordre très simples, clairs et définitifs. La stratégie du parti consiste à savoir opposer avec acharnement la clarté de ses postulants et de son programme à l'équivoque social-démocrate. De la sorte on donne à la tendance spontanée des masses à l'unité, une direction précise. Le parti s'adresse toujours à toute la masse ouvrière pour qu'elle

comprenne que son unité est nécessaire, et constitue la prémisses indispensables à sa victoire définitive, à la réalisation de la *dictature du prolétariat* au moyen des *soviets*. Le parti se met à la tête de toute agitation spontanée de la masse ouvrière et cherche à lui faire comprendre que seulement en elle-même résident les forces d'unité, au-dessus des chefs social-traitres. — En même temps le parti préconise la nécessité de la participation ouvrière à une organisation syndicale unique, où les prolétaires rassemblés ont une force qui leur manque, quand ils sont dispersés dans plusieurs organisations. Les communistes peuvent d'ailleurs dans ces conditions, même en minorité, travailler au sein des masses organisées sur la base unitaire avec plus d'avantages que dans le cas de dispersion des forces syndicales. Ils pourraient entraîner les masses syndicales, déjà ébranlées par leurs besoins économiques, à des revendications que les chefs réformistes ont tout intérêt à laisser de côté. Ils gagneront ainsi la sympathie des masses, avec lesquelles *ils resteront en contact*, sans compromettre leur position idéologique à l'égard de la social-démocratie.

Cette solution du front unique par en bas est un des traits le plus saillant du « bordiguisme ».

La négation de toute valeur à l'unité syndicale, comme concrétisant l'unité prolétarienne est due au « radicalisme » allemand. Le *bordiguisme se distingue du radicalisme* principalement par cette attitude à l'égard du problème de l'unité.

En d'autres termes le bordiguisme *ne nie pas la possibilité du contact permanent avec les masses* par l'intermédiaire des organisations syndicales, le *radicalisme* au contraire est porté à le nier.

En général le gauchisme est considéré comme une tendance purement théorique à l'isolement abstrait. Il faut reconnaître, à moins qu'on ait intérêt à fausser la vérité, que le bordiguisme réalise au contraire, par *des moyens garantis révolutionnaires* un contact réel et non pas artificiel avec la masse, sans exposer le parti au danger des déviations opportunistes.

Il s'en tient aux possibilités, aux chances que la réalité historique nous offre, sans prétendre se poser en « créateur de forces »

La « *solution éclectique* » du front unique (la troisième) est sans doute la plus compliquée. On ne saurait pas même l'appeler une solution. Le parti, paraît-il, devrait avoir une tactique souple, très fine, variant avec les situations, pour réaliser l'unité ouvrière. S'adresser aux masses et même à toutes les organisations politiques ayant une base prolétarienne. Pas de mots d'ordre définitifs, mais des mots d'ordre changeants, s'adaptant aux intérêts des masses ouvrières. Le parti doit toutefois garder son indépendance critique vis-à-vis de la social-démocratie et d'autres organisations pareilles.

Par sa souplesse tactique, son sens extrêmement subtil des situations, le Parti pourra manœuvrer de façon à n'être pas entraîné à des défaillances, à des concessions opportunistes.

Cette interprétation du problème laisse prévoir un nombre illimité de solutions. La garantie de cette stratégie compliquée résidant dans l'affirmation que le parti bolchévisé ne peut absolument pas être poussé à l'opportuniste, car, il a, du fait même qu'il est bolchévisé, la capacité d'éviter toute déviation.

Il faut encore remarquer que les organes dirigeants du parti ont, avec une pareille tactique une tâche spécialement délicate, car, les solutions étant diverses, il leur est donné de choisir ou même d'en imaginer. Il y a naturellement des limites, parce qu'il y a des données,

mais il est évident que le facteur humain joue un rôle absolu, parce qu'il doit résoudre et il peut se tromper.

On cherche à donner de l'autorité à la méthode différentielle en l'appelant léniniste. Lénine en étant l'inventeur, elle est infaillible.

Cet argument sans doute est le plus fort, mais on ne saurait pas dire s'il est le plus juste.

Ce sont là les trois aspects, que la tactique du front unique a pris depuis sa formulation par le troisième congrès mondial communiste.

La méthode qui a dominé dans la pratique a été l'« éclectique ». Je mettrai en relief dans l'analyse des données empiriques, comment la méthode éclectique s'est, dans l'application, absolument rapprochée de l'interprétation de la droite. La gauche a soutenu toujours même *a priori* que le centrisme n'était qu'une nuance camouflée du danger de droite. En effet, quelle est la raison qui pousse la droite et le centre, l'une loyalement, l'autre avec des réserves, à croire que le parti peut réaliser une partie des forces ouvrières contenues dans la social-démocratie au profit de l'accélération du processus insurrectionnel ? C'est qu'existe chez les uns et les autres la conviction que la volonté collective du parti peut créer des conditions psychologiques favorables au dénouement.

C'est la conviction définitive que l'ère révolutionnaire est ouverte depuis que le capitalisme monopolisateur s'est manifesté comme la forme la plus élevée que l'organisation productive capitaliste puisse atteindre. On dit : la bourgeoisie a donné tout ce qu'elle pouvait à l'histoire. Elle doit mourir.

Les conditions objectives pour la révolution mondiale sont là, il suffit d'une étincelle pour faire éclater l'incendie.

Il faut travailler, il faut agir de sorte que les masses soient poussées à la lutte la plus tôt possible.

La démocratie est nécessaire pour faciliter le développement des énergies prolétariennes. La démocratie en général est considérée ou a été considérée partout, comme un épisode « Kérenski ». (L'action sur les masses se manifeste par cette particularité du front unique) : Ces mots d'ordre qui répondent à un réel intérêt des masses ouvrières ! C'est dans la progression des mots d'ordre qu'est caché le ressort du développement insurrectionnel.

Evidemment ce raisonnement nous amène à considérer le parti comme une source d'impulsions, qui pousse la masse aux positions les plus avantageuses pour le combat final. Le Parti n'est pas seulement l'avant-garde prolétarienne, qui a pour rôle de se tenir sur les positions les plus avancées et les plus favorables pour la lutte, mais il crée artificiellement une ambiance dynamique. Le parti sort ainsi des limites imposées par la réalité, il est élevé à une fonction de volonté agissant dans le domaine historique, en pure indépendance de ce domaine, presque comme une volonté pure.

Le parti devient par conséquent une espèce de force indépendante qui ne saurait pas trouver sa raison d'être dans le domaine de la doctrine marxiste et du matérialisme historique.

En effet, pour un matérialisme-marxiste conséquent, le parti ne saurait être autre chose que la « subjectivation » consciente des tendances potentielles de la classe ouvrière. Par le Parti toutes les forces cachées se décèlent, se réfléchissent, se synthétisent. La doctrine du parti est en effet le produit de la synthèse des forces positives de l'expérience révolutionnaire dans l'Histoire. — Ainsi le Parti est une force en ce sens qu'il est le résultat d'autres forces. Mais par cela même il est subor-

donné aux forces créatrices, auxquelles il ne saurait jamais donner des impulsions, même seulement pour les accélérer.

L'accélération du processus insurrectionnel est due aux impulsions économiques, impulsions qui sont une puissance proportionnelle aux morbidités du régime capitaliste.

(à suivre)

L. ROSSI.

N. de la R. — Il sera répondu à l'article du camarade Rossi quand sa 2^e partie sera publiée. Nous prions ce camarade de passer à la Rédaction des Cahiers.



Presse et éditions

La question de la « Presse du Parti » est très importante et préoccupe beaucoup les militants de base, ceux qui essayent de lui gagner des lecteurs et des abonnés. Je voudrais, à ce sujet, faire quelques remarques :

1° L'unification de la Presse est nécessaire. Il est intolérable que le même article passe dans la *V. O.* et dans les *Cahiers* (ce qui arrive fréquemment). Pourquoi des articles de plusieurs auteurs sur les mêmes sujets (question chinoise par exemple) ? C'est gaspiller l'argent des organisations et le temps des militants;

2° Question de dessins. — Est-ce une question si importante pour la discuter si longuement ?

3° Nombre de militants demandent la suppression de la chronique « Critique et Bibliographie ». Cela tient à ce que cette rubrique a été jusqu'ici mal conçue. Elle est nécessaire; puisqu'il faut critiquer les œuvres bourgeoises du point de vue marxiste et je trouve tout à fait regrettable qu'il faille aller chercher dans la « *I. S. R.* », la critique, faite par des camarades russes, de livres parus en France (par exemple, *L'Angleterre moderne et l'expérience travailliste*, celui de Jouhaux et consorts sur *La C. G. T. et le mouvement syndical*). Donc, il convient de réorganiser cette rubrique, de l'élargir pour lutter contre les idées bourgeoises qui se propagent par le livre, surtout quand celui-ci « paraît » impartial (cas de tous les bouquins « sérieux »);

4° Puisqu'on discute sur les *Cahiers*, pourquoi donc ne prendrait-on pas comme base de discussion la lettre du S. A. P. de P. C. au C. C. du P. C. F. (*Corresp. Int.*, 6 avril 1925, n° 3.171), lettre encore très actuelle (en partie) Mais, cette lettre n'ayant jamais été publiée, Dieu seul sait pourquoi, il faudrait commencer par la publier;

5° Passons maintenant au service d'éditions.

On attend encore les « pages choisies » d'auteurs révolutionnaires. Cette publication serait bien nécessaire et nos camarades russes qui ont su lier la théorie et l'action ont d'excellents « politgrammota » qui pourraient nous servir de modèles;

6° Pourquoi n'entreprendrait-on pas l'Édition des *Œuvres complètes de Lénine* par voie de souscription; ce serait bien utile dans un parti léniniste. Et l'excellent livre de Boukharine sur *La Théorie du*

matérialisme historique et la bonne brochure de Deborine sur « Lénine, matérialiste militant » ?

7° Bien entendu de bonnes traductions, annotées s'il le faut (sans abuser des notes, et complètes (ce qui est assez rare en France) : la brochure de Boukharine, *Lénine marxiste*, par exemple, n'a pas été publiée complètement (on ne sait pourquoi). Pour ne pas m'attirer les foudres d'excellents camarades, et pour ne pas choquer les trop nombreux camarades qui ignorent, oublient que Lénine écrivit une brochure sur les « Amendes » et un livre sur l'Empiro-Criticisme (excellente et nécessaire liaison de la théorie et de l'action). Voir la devise des *Cahiers* (qui n'est souvent qu'une devise); je me borne pour aujourd'hui à ces critiques et à ces suggestions déjà qualifiées « petites-bourgeoises » et « intellectuelles ».

C. ACHELIN (Région du Nord).

◆ ◆ ◆

Décision de la cellule 1246 (4^e rayon) sur la question de la presse du Parti

Pour l'Humanité : La cellule considérant que la méthode des souscriptions ne peut être suffisante pour faire vivre et surtout transformer *l'Huma* en un véritable journal de masses, demande que son prix de vente soit porté à 0 fr. 25 (6 pages) et qu'une place plus grande soit réservée à l'information (arts, sports, mode, récits et enquêtes).

Pour l'Aube Sociale : La cellule demande qu'une nouvelle publicité (par affiches ou tracts) soit faite en faveur du journal de la R. P., demande aussi que la place réservée aux rubriques locales soit répartie plus justement.

Pour les Cahiers du Bolchévisme : La cellule demande le maintien de la parution hebdomadaire avec un format réduit et la vente à 0 fr. 50. En ce qui concerne l'illustration, elle demande la suppression rapide des dessins cubistes qui font ressembler les *Cahiers* à des journaux de mots croisés.

La cellule 1246 demande également que l'on réduise le plus possible le nombre des revues et journaux du parti, de façon à en faciliter la lecture aux camarades sans leur imposer de trop lourdes dépenses.

Pour la cellule 1246. *Le Secrétaire* : G. CITERNE.

◆ ◆ ◆

Sur la réorganisation de « l'Humanité »

Nos critiques

Quel doit être le but à poursuivre pour un quotidien comme *l'Humanité* ? C'est de devenir un journal populaire, un journal de masses, susceptible d'être compris et d'intéresser les lecteurs les moins avertis, les plus ignorants en matière politique.

Or, personne ne nous démentira lorsque nous dirons que ce but

est loin d'être atteint. C'est un fait patent que *l'Humanité* est beaucoup inférieure aux journaux bourgeois comme présentation, comme contenu et comme style.

On nous objectera sans doute que la cause principale de ce mal, c'est la situation financière. Peut-être. Cependant, nous répondrons par la question suivante : « Si la situation financière le permettait, serait-on d'avis de réformer profondément *l'Huma*, d'en faire un journal attrayant, tel que tout lecteur qui l'aurait lu une première fois éprouverait le désir de le relire le lendemain ? Si oui, c'est que l'on a enfin compris que la presse est le meilleur moyen de propagande, le meilleur moyen de faire pénétrer nos idées dans les masses travailleuses. Et si l'on a compris cela, alors, on en arrivera à cette conclusion : c'est que 50 p. 100 de nos efforts matériels et pécuniers doivent être dirigés dans l'amélioration de notre presse.

Si le journal *Le Quotidien* est arrivé en quelques années à un tirage de 800.000 exemplaires, (chiffre officiel, contestable sans doute) ceci n'est pas dû uniquement à la sympathie qu'ont éprouvée les ouvriers pour le Bloc des Gauches, mais c'est surtout parce que le journal a beaucoup plu. Il faut absolument tenir compte qu'en France, on s'attache beaucoup à la forme et c'est parce que la rédaction de *l'Humanité* n'a pas assez tenu compte de ce travers qu'elle a vu le tirage de son journal dégringoler d'abord, remonter légèrement, et rester stationnaire ensuite.

C'est le plus souvent chez nos ennemis de classe que nous devons prendre des leçons.

Aussi, nous excusera-t-on si, dans nos propositions, nous nous inspirons quelque peu de ce qui se fait chez nos adversaires.

Pour être juste, nous devons reconnaître que *l'Humanité* est mieux faite qu'il y a un an. Quelques améliorations, bien insuffisantes, ont été apportées. On a eu tort de n'être pas allé à fond dans les réformes entreprises. On s'est contenté d'un petit changement dans la présentation : 7 colonnes au lieu de 6, un peu plus d'illustration, quelques informations en première page et c'est tout.

On a publié pendant quelque temps des contes que l'on a abandonnés aujourd'hui on ne sait trop pour quelle raison, comme on a abandonné d'ailleurs la « Tribune Féminine » ainsi que la rubrique « Nos correspondants ouvriers ».

Nos propositions

Considérant que la première page d'un quotidien est la plus goûtée du lecteur, nous nous y attarderons davantage.

Il va de soi que l'éditorial, l'article qui donne la note politique du journal, est indispensable. Il sera écrit dans un style très clair, l'auteur n'emploiera aucun mot pouvant paraître obscur au lecteur peu instruit. Cet article sera composé en caractères qui le fera ressortir (cheltenham ou italique) et viendra toujours à la même place, soit en haut de la troisième colonne, comme dans le *Quotidien*, soit en bas comme dans la *Liberté*.

Il serait très intéressant qu'un article humoristique, dans le genre de « Mon Film » du *Journal* ou de « Araignée du Soir » de *Paris-Soir* paraisse tous les jours à la même place. Nous savons qu'il est difficile de trouver ce genre de journaliste à la rédaction de *l'Humanité*, mais l'obstacle n'est pas infranchissable. Même si nous devons avoir recours à de véritables journalistes, à des types qui vendent leur plume à tant la ligne, le but que nous poursuivons est assez noble pour que nous ne

nous embarrassons pas de scrupules sur les moyens à employer pour l'atteindre (1). Le genre d'article dont nous venons de parler est très apprécié par les lecteurs. *L'Humanité* a bien fait un essai avec « Turlupinades », rubrique paraissant en deuxième page, mais ce n'était pas du tout ça ! « Turlupinades » ne pouvait être goûté par un lecteur inéduqué et, nous le répétons encore, le but que doit poursuivre la rédaction du journal, c'est de se faire comprendre par le lecteur qui achète notre organe pour la première fois.

L'article de tête ne devra pas être forcément un article politique; il serait même préférable qu'il n'ait aucun caractère politique. Il sera écrit dans un style littéraire, léger, très accessible et sur un sujet plaisant.

La rédaction de *l'Humanité* n'a pas eu une idée heureuse en transformant le titre de notre journal. Aujourd'hui, il n'y a plus de manchette, celle-ci cependant donnait au journal un certain attrait. Les manchettes genre *Quotidien* en première et deuxième page sont aussi de très bon goût et *l'Humanité* pourrait s'en inspirer.

Une large place devra être laissée en première page aux informations. Il est toujours facile de tirer d'une information une morale communiste. Mais il faut se garder du style sec peu goûté du lecteur.

Parlons en passant et à titre d'exemple d'une information intitulée « Le Crime de Saint-Junien » parue dernièrement dans *l'Humanité*. Eh bien, nous considérons que ce crime fasciste devait être placé bien en vue, voire même au premier plan, avec un titre sur trois colonnes ou même avec une manchette d'une ligne en gros caractères couvrant les sept colonnes du journal. Le même reproche pourrait être adressé en ce qui concerne le procès de Chieti. A l'heure où notre lutte contre le fascisme doit aller s'intensifiant, notre presse doit refléter cette lutte mieux que par un petit article de trente lignes, surtout lorsque des faits tels que ceux que nous venons de citer viennent nous apporter des armes. N'oublions pas qu'un fait a toujours plus de poids que la plus belle théorie.

La rédaction de *l'Humanité* a délaissé un peu trop depuis quelques mois la lutte contre la guerre du Maroc. Il semblerait qu'elle vienne de comprendre son erreur, car un ou deux articles sur ce sujet paraissent depuis quelques jours. Cette lutte contre la guerre doit aller s'amplifiant aussi longtemps que la guerre durera.

Puisque nous sommes toujours à la première page du journal, ajoutons que les illustrations ne doivent en aucun cas être négligées : dessins humoristiques, photos, etc, donneront une note agréable.

* *

Les autres pages du journal, beaucoup moins importantes que la première, devront, elles aussi, être améliorées. On pourra créer des rubriques telles que : Revue de presse (qui sera faite dans un style satirique);

(1) Beaucoup de camarades pourront trouver choquante notre proposition consistant à demander la collaboration de journalistes bourgeois. Il est bien entendu que nous n'avons nullement l'intention d'introduire ces individus dans notre parti, pas même dans les bureaux de rédaction de *l'Humanité*. Nous achèterions leur prose absolument comme nous achetons du papier. Et ces messieurs ne mettraient les pieds à *l'Humanité* que chaque soir pour livrer leur travail.

D'ailleurs, il reste bien entendu que nous n'aurions recours à eux que pour des rubriques d'un genre spécial et dans le seul cas où celles-ci ne pourraient être rédigées par des rédacteurs du parti.

Causerie médicale (on trouvera certainement un camarade docteur qui consentira à envoyer de temps à autre un article). La chronique cinématographique devra venir à dates régulières, comme, d'ailleurs, la rubrique des Théâtres.

Les contes devront être absolument repris d'une façon régulière. L'idée de les faire rédiger par des ouvriers sous la rubrique « Littérature prolétarienne » est excellente, mais cela ne peut empêcher que, si nous trouvons un professionnel qui serait payé à tant la ligne ou à tant l'article, ce serait beaucoup mieux. Les contes inédits sont ceux qui donnent à un journal le plus d'intérêt. L'idée qu'ont eue certains journaux de remplacer les contes par des « Belles Pages » ou « Bonnes Feuilles », où un passage d'un livre est reproduit, est mauvaise en soi, car il est très rare que le passage cité ait la même valeur une fois retiré de son contexte.

A noter que les contes plaisent beaucoup aux femmes.

Les feuilletons qui paraissent dans *l'Humanité* sont, en général, trop ardu. Il faudra essayer le roman-feuilleton qui plaît également aux femmes (et aussi aux hommes). Mais il est bien entendu que nous ne voulons pas de romans-feuilletons dans le genre de ceux publiés par les journaux bourgeois. Ils devront avoir une certaine portée sociale. La question du feuilleton est, nous le reconnaissons, des plus difficiles à résoudre.

* *

Deux et même trois colonnes pourront être réservées aux correspondants ouvriers. Pour ces articles, d'un genre tout à fait spécial, la forme importera beaucoup moins que le fond. Pourquoi? Parce que nous savons d'avance que les ouvriers ne savent pas écrire dans un style académique. Il arrive pourtant que, dans leur langage imagé, ils content très bien un fait. Et si, par une mauvaise compréhension du rôle des correspondants ouvriers, nous modifions leurs articles à l'infini, si nous les triturons, il est évident que l'on n'y retrouvera plus ce que l'on pourrait appeler la marque de fabrique, c'est-à-dire l'âme même de l'article. En pratiquant ainsi, on arrivera à en faire des articles ternes et sans vie. C'est ce qui fut fait précédemment dans *l'Humanité*. La tribune des « Correspondants ouvriers » a déplu pour les raisons précitées et on a fini par la supprimer.

Est-ce à dire que nous devons laisser passer tout ce qu'écrivent les correspondants ouvriers sans aucune retouche. Certes, non. Les redites seront supprimées, les fautes d'orthographe corrigées, mais lorsqu'un ouvrier explique un fait dans le langage rude, parfois un peu brutal qui lui est familier, nous devons respecter son style.

Il va de soi que la qualité des articles, au début, sera mauvaise, et, si nous laissons les correspondants ouvriers à leur initiative propre, sans direction, mieux vaudrait ne rien faire dans ce domaine; aussi, insistons-nous particulièrement sur ce qui suit : *On devra apprendre aux correspondants à travailler*. Pour ce faire, des conférences de correspondants devront se tenir à dates régulières, où des échanges de vues, critiques, suggestions, pourront être apportées. Tel camarade qui, la première fois, envoie un papier écrit dans un style grossier, améliorera peu à peu son style et arrivera certainement, avec de la bonne volonté, à faire quelque chose de présentable. L'essentiel sera de démontrer au correspondant ouvrier qu'il ne doit pas relater un fait banal, sans importance,

mais bien quelque chose d'intéressant et surtout conforme à la vérité, car trop de correspondants ouvriers ont commis cette déviation d'écrire sur n'importe quoi, pour le seul plaisir d'écrire.

*
* *

Les articles contenus dans la page « Nouvelles internationales » ne sont pas toujours très clairs ni très accessibles.

Autre chose qui a son importance: Un grand nombre de camarades se sont plaints que les discussions intestines du parti, publiées en quatrième page, n'étaient pas très bien accueillies par les lecteurs n'appartenant pas au Parti. Cela se conçoit aisément. Comment le simple lecteur de *l'Humanité* s'intéresserait-il à des questions que bien des membres du Parti ignorent eux-mêmes? C'est là un tort, dira-t-on, car tout membre du Parti doit s'intéresser à la vie politique de son Parti et, pour cela, rien ne vaut la tribune de libre discussion parue dans *l'Humanité*. D'accord. C'est donc un bien et un mal en même temps que cette tribune paraisse. Nous pensons pouvoir pallier à tous les inconvénients en proposant que ces discussions intestines soient contenues uniquement dans les *Cahiers* qui leur consacreront la moitié de leurs pages s'il le faut, surtout pendant la période qui précède le Congrès. Toutes les cellules pourront s'abonner aux *Cahiers* et une discussion s'engagera au sein des cellules après la lecture de tel ou tel article que l'on jugera intéressant.

La « Tribune féminine » devra paraître régulièrement, au moins une fois par semaine. Deux colonnes au moins lui seront consacrées. Jusqu'alors, cette tribune — qui d'ailleurs, a cessé de paraître — a été très mal comprise. On s'est appliqué à faire surtout des articles théoriques alors que des faits, relatés sous forme de petites histoires, plairaient davantage.

Il est bien entendu qu'on ne devra à aucun prix supprimer la page « La Vie économique et sociale ». Elle est indispensable. On a eu la bonne idée de faire chaque jour, dans cette page, un article leader signé: « La Vie Sociale ».

*
* *

En résumé, pour apporter des réformes profondes à notre journal, il faudrait absolument qu'il paraisse sur six pages, quatre pages étant tout à fait insuffisantes. Pour arriver à ce résultat, il faudrait une meilleure situation financière. Or, il est question de mettre *l'Humanité* à cinq sous. C'est là, nous semble-t-il, un moyen excellent. Nous ajoutons même que, pour le moment, nous n'en voyons pas d'autres. Et si nous arrivons à faire un organe attrayant, rivalisant comme présentation et comme contenu avec les journaux bourgeois, *l'Humanité* aura bien vite doublé son tirage, ce qui sera un autre moyen de récupérer l'argent qu'on aura dépensé pour payer de nouveaux rédacteurs.

La cellule des employés communaux de Vitry-sur-Seine.

◆ ◆ ◆

NOTRE POSITION VIS-A-VIS DE LA GAUCHE SOCIALISTE

La question du « Front unique » qui a passionné tant de congrès, commence à entrer dans le domaine des réalités.

L'action menée depuis le cinquième congrès et la juste définition donnée par la Conférence du 2 décembre n'y sont pas étrangères.

Nous voyons, d'une part, certaines réalisations dans diverses villes de France et, d'autre part, le Parti socialiste obligé de porter cette question à l'ordre du jour de son congrès le 23 mai prochain.

Renaudel, dans un des premiers numéros de *La Vie Socialiste*, demande à sa C. A. P. de mettre en discussion au congrès « la question des rapports avec le communisme-bolchévisme français » et cela, parce que le P. C. a proposé le F. U. à des fédérations socialistes, et parce que des meetings ont eu lieu avec le concours d'orateurs communistes et socialistes.

Saisissant la balle au bond, le groupe de *l'Étincelle* « sonne » d'importance et Renaudel et le locarniste Paul Boncour, capables de réaliser chaque jour avec la bourgeoisie ce « front unique ».

Très bien!

Mais de quoi la « prétendue » gauche socialiste va-t-elle accoucher? Malgré ses déclarations filandreuses concernant la lutte de classes et « l'identité du but poursuivi par les socialistes et les communistes » (art. 1^{er} des Statuts du parti S.F.I.O.), elle se déclare contre le F. U.

C'est le citoyen P. Frégier qui, dans le numéro du 3 avril de *l'Étincelle*, déclare: « Vous êtes donc partisan du Front unique? allez-vous me dire. Non, pas tout à fait, mais je dis: « Restons nous-mêmes ». Nous étions socialistes, restons socialistes et Parti de classe, et vous verrez que si nos élus ont une semblable attitude le parti communiste aura tôt fait de disparaître, et bientôt les troupes communistes rejoindront la vieille maison, leur place y est gardée » (thème Jouhaux sur l'unité syndicale et le F. U.) « C'est d'ailleurs ce qui arrive en province ». Puis, traitant de la discipline, Frégier écrit: « Je suis partisan de la discipline du parti et c'est pour m'y conformer que j'ai toujours refusé de faire partie des comités d'action, et pour ce motif seulement ».

C'était aussi Maurin, rédacteur en chef de *l'Étincelle* qui, convié au meeting pour l'unité et contre la guerre du Maroc à Douai refusait de s'y rendre par discipline (discours d'un ouvrier socialiste à Douai, relaté dans *l'Enchaîné*).

Quel jeu jouent donc les prétendus socialistes de gauche, se demanderont beaucoup de camarades?

Malgré les articles au vitriol de Maurin, Vogel, etc., contre le « scandale » du groupe parlementaire socialiste, la fraction de *l'Étincelle* garde une attitude des plus équivoques sur le F. U. et montre ainsi qu'il est simplement dans son intention de renflouer, par un verbalisme intransigeant, le bateau socialiste qui commence sérieusement à prendre eau.

La question du F. U. étant ainsi posée par rapport à la prétendue gauche socialiste, il serait souhaitable que la direction de notre parti déterminât exactement son action vis-à-vis de cette fraction.

On me dira peut-être qu'elle est identique à celle de tout le P. S.
Erreur!

Pourquoi donc, alors, *l'Humanité* a-t-elle fait, depuis quelques mois, la conspiration du silence sur l'action menée par la gauche socialiste?

Aucune critique n'a été faite contre cette fraction, si ce n'est un article de *l'Humanité*, publié au nom du secrétariat ou du C. C. voici à peine un mois et qui, sans dire qui il visait, dénonçait la duperie de *l'Unité ouvrière* (mot d'ordre de *l'Étincelle*).

J'estime qu'il serait opportun que notre parti dénonce idéologiquement l'attitude des chefs de la gauche socialiste et ouvre ainsi les yeux aux travailleurs qui les suivent, sans pour cela que nous nous servions d'épîtres *injurieuses* qui n'ont jamais rien prouvé et qui n'ont fait que servir ceux que nous voulions combattre.

Je crois que la question pourrait être posée ainsi:

1° Quelle doit être la position du P. C. vis-à-vis de la gauche socialiste?

2° Comment mener la lutte idéologique contre les chefs de la gauche socialiste?

A la veille de notre congrès, cette question mérite d'être posée et discutée. On évitera ainsi de tomber dans des erreurs préjudiciables à l'application du Front unique.

Pour éviter des fautes, sachons les prévoir.

Ch. DOUCET.



Le Gérant : BELLANGER

IMP. L'UNION TYPOGRAPHIQUE



VILLENEUVE - SAINT - GEORGES

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

120, rue Lafayette, PARIS (10^e)

LA RUSSIE

vers le socialisme

La discussion au XIV^e Congrès
du P.C. de l'U.R.S.S. (Décembre 1925)

416 pages Prix 6 fr.

G. PÉRI

GENÈVE - LOCARNO

Préface d'ANDRÉ MARTY

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS
LE PACTE DE GARANTIE

Prix 5 fr.

LA
CORRESPONDANCE
INTERNATIONALE

VIVANTE-DOCUMENTÉE
PARAISSANT SUR 8 PAGES
CHAQUE SEMAINE = PUBLIE
DES N° SPÉCIAUX SUR LES
PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DU
MOUVEMENT COMMUNISTE,
LES CONGRÈS ET LES THÈSES
DU COMITÉ EXÉCUTIF.

LA
CORRESPONDANCE
INTERNATIONALE

TARIF DES ABONNEMENTS

1 MOIS 3fr
6 " 15fr
1 AN 30fr

ADRESSER LES FONDS À L'HUMANITÉ
CHÈQUE POSTAL 209-61 PARIS

LA
CORRESPONDANCE
INTERNATIONALE